

5124 3082
e B4-01

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple-Un But-Une Foi

AGENCE DU FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Immeuble EPI Rue 1x Boulevard du Sud Point E BP 16 324 Dakar - Tel 865 22 56 - Fax 865 23 76



PROJET FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL
Crédit IDA SE-3446

**RAPPORT FINAL DE L'ETUDE DU DIAGNOSTIC
DE LA SITUATION DE LA JEUNESSE ET
DE PROPOSITION D' ACTIONS NOVATRICES
POUR MIEUX REpondre A SES BESOINS**

Par : Ousmane SECK, Consultant

FEVRIER-MARS 2003

ABREVIATIONS

ACAPES	Association culturelle d'auto promotion éducative et sociale
AFDS	Agence du Fonds Développement social
ANEJ	Agence nationale pour l'Emploi des Jeunes
AGR	Activités génératrices de Revenus
ARFS	Agence régionale du Fonds social
ASC	Association sportive et culturelle
CCA	Centre conseil pour Adolescents
CCIV	Comité de concertation inter villageois
CDEPS	Centre départemental d'Education populaire et sportive
CGMP	Comité de Gestion des Micro projets
CNJS	Conseil national de la Jeunesse du Sénégal
CPD	Comité de Pilotage du Développement
CR	Conseil rural
CSRJ	Chef du Service régional de la Jeunesse
CTE	Comité technique d'Evaluation
CTMO	Comité technique DE Mise en Oeuvre
DSRP	Document de stratégie d Réduction de la Pauvreté
EPB	Evaluation participative des Besoins
FNGFP	Fédération des Groupements de Promotion féminine
FNPJ	Fonds national de Promotion de la Jeunesse
GEC	Groupement d'Epargne et de Crédit
GIE	Groupe d'Intérêt économique
GPF	Groupement de Promotion féminin
IEC	Information Education Communication
MEC	Mutuelles d'Epargne et de Crédit
MGF	Mutilations génitales féminines
MJ	Ministère de la Jeunesse
OADC	Opérateurs d'Appui au Développement communautaire
OAMF	Opérateurs d'Appui à la Micro finance
OCB	Organisation communautaire de base
ONCAV	Organisme de Coordination des Activités de Vacances
ONG	Organisation non gouvernementale
PCR	Président de Conseil rural
PLC	Programme de Lutte contre la Pauvreté
PF	Planification familiale
PNIR	Programme national de Infrastructure rurales
PPJ	Projet de Promotion des Jeunes
SDA	Services déconcentrés de l'Administration
SFD	Systèmes financiers décentralisé
SR	Santé de la Reproduction
SRJ	Service régional de la Jeunesse

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos sincères remerciements à la Direction générale de l'Agence du Fonds de Développement social pour avoir porté son choix sur notre personne pour conduire cette importante mission. Nous confondons dans les mêmes remerciements les responsables de sous-composantes et tout le personnel de la Direction générale de l'AFDS pour leur précieux concours.

Cette mission n'aurait pu être menée à bien sans l'appui déterminant des coordonnateurs et coordonnatrice des antennes régionales de l'AFDS ainsi que de l'ensemble de leurs collaborateurs, plus particulièrement les Spécialistes en passation de marchés.

Nous tenons également à magnifier la franche collaboration des Chefs de service régional de la Jeunesse et des Directeurs de Centre départemental de l'Education populaire et sportive (CDEPS).

Nous n'oublions pas les autorités administratives (Préfets et Sous préfets), les élus locaux (Maires, Présidents de conseil et conseillers municipaux/ruraux), ainsi que les Chefs de villages, pour la disponibilité dont ils ont fait preuve, ainsi que les populations, en particulier les jeunes qui ont accepté de se livrer de bon gré aux contraintes de l'étude.

Nous n'aurions garde d'oublier les différents opérateurs de l'AFDS sur le terrain.

SOMMAIRE

I-RESUME EXECUTIF	5
II-INTRODUCTION	10
2.1- Objectifs.....	10
2.1.1- Objectifs.....	10
2.1.2- Objectifs.....	10
2.2-Choix des localités visitées.....	11
2.3- Méthodologie.....	13
2.3.1- Constitution des groupes.....	15
2.3.2- Déroulement.....	15
III - ANALYSE DES DONNEES ET PRESENTATION DES RESULTATS.....	18
3.1- Définition de la jeunesse.....	18
3.2- Organisation de la jeunesse.....	21
3.3- Capacités des jeunes.....	24
3.4- Réponses aux besoins des jeunes.....	26
3.5- Perception de la pauvreté.....	28
3.6- Connaissance du Programme du Fonds de Développement social et implication des jeunes dans la mise en œuvre.....	35
3.7- Les spécificités locales.....	37
3.8- Les bonnes pratiques.....	40
3.9- Disparités de genre.....	42
3.10- Besoins des jeunes.....	46
IV- PROPOSITION D' ACTIONS NOVATRICES.....	50
4.1-Promotion de l'émergence d'un nouveau cadre de concertation pour les jeunes.....	50
4.2-Promotion de l'émergence de jeunes porteurs de changements.....	50
4.3-Promotion du leadership des jeunes.....	51
4.5-Elaboration de la cartographie des mouvements des populations.....	51
4.6-Inventaire de créneaux porteurs pour l'emploi des jeunes par localité.....	52
4.7-Organisation de campagnes d'IEC sur la SR des jeunes.....	52
4.8- Formation de relais communautaires.....	53
V-RECOMMANDATIONS	54

I-RESUME EXECUTIF

L résumé exécutif s'articule autour de constats majeurs dont la prise en compte devrait permettre à l'AFDS de mieux cibler son action, notamment en direction de la jeunesse.

- Les jeunes ont la même perception de la pauvreté. Toutefois, selon les localités et les ethnies, la traduction dans les langues locales ne désigne pas la même réalité. Certains ont employé le terme « niak » qui signifie dans leur entendement « la pauvreté **« supportable »** : **« Par exemple ne pas être en mesure d'assurer un des trois repas quotidiens »**. D'autres ont parlé de **« Ndol qui veut dire la pauvreté totale : « ne pas pouvoir prendre un seul des trois repas »**. Toujours pour désigner la pauvreté, le mot **« miskin »** est sorti également des discussions. Il signifie de l'avis de certains jeunes : **« manquer du minimum vital dans tous les domaines »**.

Cette hiérarchisation dans la définition montre que la perception de la pauvreté est déterminée par que les condition d'existence des populations. Autrement dit, la pauvreté est définie en fonction du vécu quotidien. La pauvreté relève pour les communautés plus du concret que du domaine théorique. C'est ce qui a fait dire à beaucoup de jeunes ceci : **« Niak gnoune dagne koy dunde »** La pauvreté constitue leur vécu quotidien.

- En outre, il a été établi la distinction entre la « pauvreté matérielle » et la « pauvreté spirituelle ». Cette forme de pauvreté est considérée comme la plus grave. Elle se traduit par l'analphabétisme ou le manque d'instruction. **« Celui qui n'est pas instruit, n'a pas sa place dans la société actuelle »**. **Il ne peut rien entreprendre et réussir, car il manque de capacités. »**

- L'éducation et la formation sont perçues comme la clé de la réussite. Les jeunes expliquent leur situation de pauvreté par leur non ou faible scolarisation et le manque de qualification professionnelles. C'est pourquoi, ils ont dit leur détermination à aller en guerre contre cet état de fait, en veillant à l'envoi et au maintien des enfants y compris les filles à l'école.

Convaincus, qu'il n'est jamais trop tard pour apprendre, les jeunes sont disposés à recevoir une formation professionnelle dans des domaines en rapport avec les réalités économiques de leur milieu : l'agriculture ou l'élevage pour certains et la pêche pour d'autres. Les filles elles préfèrent : la couture, la coiffure, la transformation des fruits ou la restauration.

Ce constat fort partagé traduit la nette prise de conscience du lien entre d'une part, l'insertion socio économique et l'éducation et la formation d'une part, et d'autre part, la pauvreté et l'éducation et la formation.

En effet, les jeunes pensent que s'ils avaient eu un bon niveau scolaire et surtout des qualifications professionnelles, ils auraient trouvé plus facilement un emploi pour subvenir à leurs besoins.

- Les jeunes ont admis qu'ils sont moins productifs que les femmes, qui s'investissent plus dans le développement à travers les « nate » et « tontines ».
Le mouvement associatif de jeunesse s'illustre lui davantage dans les activités ludiques principalement le sport et la culture .

- Les filles n'en sont pas moins touchées que les garçons par la pauvreté. Cette situation a été expliquée à la fois par des pesanteurs socio culturelles et la non ou la faible scolarisation.. Les filles consacrent la majeure partie du temps aux travaux domestiques. Ceci leur offre peu de possibilités pour mener des activités génératrices de revenus. En outre, à la différence des garçons, elles sont rares à pouvoir profiter de l'exode rural qui est devenue une des principales sources d'emplois pour les jeunes issus des campagnes.

Le niveau d'exposition des filles à la pauvreté n'est pas le même selon qu'il s'agit des zones urbaines ou rurales.

- Les jeunes filles mariées sont moins touchées par la pauvreté que les célibataires. Car, les premières peuvent profiter de l'aide de leur époux. Mais ce constat n'est pas vrai partout. Des filles mariées se sont plaintes de leur situation d'épouses dont les maris ne subviennent pas à leurs besoins. Au contraire, elles sont confrontées à plus de problèmes que les célibataires du fait qu'elles sont souvent obligées de se substituer aux pères de famille qui ne s'acquittent pas toujours de la dépense quotidienne.

- Les relations de genre au sein des communautés sont encore influencées par des croyances socioculturelles et religieuses qui déterminent les positions des jeunes qui sont toujours marginalisés dans beaucoup de domaines. Les filles sont encore victimes de préjugés qui rendent difficile leur « émancipation », entre autres : les mariages précoces/ou non désirés, le non envoi et/ou le non maintien à l'école et les MGF.

- Le taux de scolarisation est bas chez les jeunes. Mais l'analphabétisme touche plus les filles que les garçons. La jeunesse rurale est moins scolarisée que celle des villes. La déscolarisation est plus accentuée dans les campagnes.

- Les jeunes méconnaissent et accèdent peu aux SDF. Outre l'éloignement géographique, ils souffrent du manque réel d'informations. Du fait, d'une

stratégie de communication non adaptée, les Mutuelles d'Epargne et de Crédit donnent l'image de structures réservées aux femmes au point de créer le désintérêt chez la jeunesse.

Ainsi si la micro finance est posée aujourd'hui comme une stratégie pertinente de lutte contre la pauvreté, l'absence de SFD ou leur faible attrait sur les jeunes constitue un réel handicap. Et cela donne encore plus de pertinence à l'objectif de l'AFDS de contribuer au développement des SFD en les rapprochant davantage des communautés.

- Au plan économique, les jeunes épargnent moins que les femmes. Le constat est fait partout, il y a divergence de points de vue sur l'explication.

Les jeunes considèrent que pour épargner, il faut disposer d'un minimum de revenus. Et comme, « ils n'ont rien ; en toute logique, ils ne peuvent pas faire de d'épargne ». Les filles pensent tout le contraire. Si les garçons n'épargnent pas, c'est parce qu'ils ne se préoccupent pas du développement. Ils préfèrent gaspiller le peu qu'ils gagnent plutôt que de l'épargner.

A titre d'illustration, il est donné le cas de « navétanes » ou activités de vacances qui coûtent beaucoup d'argent que les jeunes réussissent à mobiliser.

Ce débat qui n'a été tranché pendant les « focus group » révèle au moins que la culture de l'épargne est plus développée chez les femmes. Des garçons ont déclaré à Dakar verser régulièrement à leurs sœurs leur contribution à une « tontine » ou « nat » . Des hommes font la même chose pour leurs épouses.

- Les jeunes ont une bonne connaissance du programme du Fonds de Développement social. Ils ont été bien touchés par les campagnes de sensibilisation. Seule Dakar est à la traîne car les activités n'y ont pas encore démarré. Mais leur implication et leur responsabilisation dans la conduite du processus à la base demeurent faibles.

La participation des jeunes à l'EPP et à l'EPB traduit plus un principe d'action de l'AFDS qui veille au bon respect de la représentation des jeunes dans les organes d'exécution à la base du programme. . Une proportion de 33 % de jeunes et femmes est demandée dans la composition des membres des comités de gestion des micro projets.

Dans toutes les localités visitées, cette exigence est satisfaite. Les jeunes sont également membres des autres organes d'exécution à la base du Programme : le CTE , le CTMO, etc.

Mais cette présence dans les organes de direction à la base ne signifie pas qu'ils parviennent toujours à influencer les prises de décisions. A ce propos, ils ont évoqué particulièrement leurs difficultés à faire prévaloir leurs idées devant les adultes. Certes, ils ont participé aux EPB, mais chaque fois qu'il s'est agi de déterminer les priorités, les propositions des adultes se sont imposées.

Les jeunes expliquent eux-mêmes ce décalage doublement : d'abord, les facteurs culturels et sociaux qui leur interdisent la prise de parole dans certaines situations ou les obligent se taire une fois que les adultes ont fini de parler ; ensuite, les faibles capacités de négociation pour développer les arguments nécessaires à défendre leurs points de vue.

Ce constat est confirmé par l'orientation des premiers micro projets qui reflètent plus les besoins des adultes. Ce n'est d'ailleurs pas surprenant que pendant l'étude les priorités dégagées par les jeunes n'étaient pas souvent conformes aux micro projets.

Là où ils sollicitent des infrastructures socio éducatives, les priorités des communautés portent sur, l'éducation(écoles), santé (structures sanitaires) et eau potable (puits ou forages)

Il n'en reste pas moins que ce paradoxe apparent(inadéquation entre la demande sociale des jeunes d'une part, et celle des hommes et femmes, d'autre part mérite d'être nuancé. Car, l'eau potable, la santé et l'éducation touchent toutes les couches de la population sans distinction de sexes ou d'âges

D'ailleurs, ce phénomène de marginalisation de la jeunesse est perceptible dans les autres secteurs de la vie communautaire.

Tout en se plaignant de leur faible implication dans les processus de prises de décision au sein de la communauté, les jeunes reconnaissent en même temps qu'ils sont mieux représentés que par le passé dans les organes de direction des collectivités locales : conseils municipal et rural et comités de santé. Mais ils s'en pressent de souligner que cette présence ne leur permet pas encore d'influencer les décisions pour créer les conditions d'une meilleure prise en compte des préoccupations de la jeunesse. Autrement, ils finiront par apparaître plus comme un « **faire valoir** » à un ordre social tenu par les adultes « **qu'une véritable force de changement** »

Pour mieux cibler son intervention en direction des jeunes, l'AFDS pourrait engager entre autres actions :

- le renforcement des capacités de négociation des jeunes ;
- le renforcement des capacités d'identification et de résolution des problèmes des jeunes ;
- le renforcement des capacités des jeunes en matière d'élaboration de projets ;
- la prise en compte des besoins spécifiques des jeunes dans la conduite des micro projets même s'ils sont présentés par les adultes ;
- le renforcement du niveau d'information et de connaissance des services du Ministère de la jeunesse sur les stratégies de l'AFDS pour les amener à assurer un meilleur encadrement à la base des jeunes en les accompagnant dans l'identification et la formulation de leurs besoins ;
- l'accompagnement de l'émergence de cadres de concertation pour les jeunes en vue de favoriser un dialogue ouvert et permanent sur leurs problèmes ainsi que la recherche de solutions.

II- INTRODUCTION

L'étude est un diagnostic de la situation de la jeunesse et une proposition d'actions novatrices pour mieux répondre à ses besoins. Elle s'inscrit dans le cadre des activités du Fonds de Développement social qui est un programme de lutte contre la pauvreté du Gouvernement du Sénégal en faveur des couches de la population les plus vulnérables dont les jeunes.

L'étude a été initiée à une phase décisive de l'exécution du Programme qui coïncide avec le démarrage du financement des premiers micro projets et sous projets soumis par les bénéficiaires après l'organisation des campagnes de sensibilisation et le déploiement sur le terrain des opérateurs OADC/OAMC)

Il s'agit à travers la recherche de mieux connaître la cible constituée par les jeunes, leur perception de la pauvreté, leurs activités, les réponses apportées à leurs besoins, leur place dans la communauté, leurs attentes et leur implication dans la mise en œuvre du Programme.

Toutes les cinq régions d'intervention du Programme quelque soit le niveau d'exécution des activités ont été visitées. Les zones urbaines ont été ciblées comme les villages. Un égal intérêt a été porté aux filles et aux garçons.

2.1- OBJECTIFS

Conformément aux termes de référence, l'étude s'est articulée autour des objectifs suivants :

2.1.1-Objectif général

Procéder au diagnostic de la situation de la jeunesse dans les zones d'intervention du Programme, aussi bien dans les villes qu'en milieu rural, en analysant les stratégies en cours, tout en proposant des innovations ou actions nouvelles susceptibles d'être prises en compte pour mieux répondre aux besoins identifiés.

2.1.2- Objectifs spécifiques :

- Faire un état des lieux de la jeunesse ;
- Déterminer avec les jeunes leurs besoins en rapport avec les différentes sous-composantes du Projet ;

- Identifier les mécanismes et institutions existants de prise en charge des jeunes, et leurs modes d'intervention, en mettant l'accent sur les forces et les faiblesses;
- Proposer des stratégies novatrices de prise en charge des jeunes notamment en matière d'insertion socio-économique ;
- Identifier les mécanismes qui pourraient être développés par le Programme ainsi que les actions de communication susceptibles d'être menées pour mieux toucher les jeunes ;
- Déterminer des secteurs d'activités économiques nouvelles dans lesquelles pourrait s'investir la jeunesse ;
- Identifier les bonnes pratiques chez les jeunes qui mériteraient d'être partagées ;
- Apprécier le niveau de connaissance des jeunes sur les opportunités qu'offre le Projet de Fonds de Développement social et proposer des actions de communication permettant de les informer davantage ;
- Analyser les rapports qui pourraient exister entre les mécanismes et institutions de prise en charge des jeunes existants et le Projet de Fonds de Développement social.

2.2- CHOIX DES LOCALITES VISITEES

Les zones de l'étude ont été choisies sur la base de plusieurs critères :

- l'état de mise en œuvre du projet (l'existence de sous-projets et/ou micro-projets ;
- l'acuité des problèmes de pauvreté (le faible accès aux services sociaux de base)
- l'accessibilité géographique (la distance par rapport à la capitale régionale et entre les différentes localités à visiter ; la praticabilité des routes.

En plus de ces critères généraux, dans chaque région, en accord avec les coordonnateurs et les opérateurs, d'autres éléments d'appréciation ont été intégrés pour toucher les localités qui collent le plus aux objectifs de l'étude. Selon les régions, le choix a été fait sur la base de critères spécifiques :

Kaolack :

- niveau de mise en oeuvre du projet (existence de sous-projets et/micro-projets),
- villages ciblés dans la 1^{ère} phase du projet,
- taille du village (gros ou pet village)
- village centre ou chef lieu de communauté rurale,
- commune ciblée,
- existence de spécificités locales (poids de la religion)

Au regard de ces critères, huit (08) localités ont été visitées : 01 commune, 02 chefs lieu de communauté rurale et 04 villages. Ces zones sont situées dans trois (03) arrondissements : Maka yop, Ndiédieng et Paoskoto.

Fatick :

- localisation (respect du principe de zonage :01 village par zone)
- taille de la population,
- dynamisme des populations,
- villages prioritaires (villages ciblés dans la 1^{ère} phase du projet)

Au total, quatre (04) localités ont été visitées : 01 village centre (Diossong), 01 village situé à l'est de la région (Ndong village) et 01 village situé à l'ouest (Keur Birane Khourédia) et 01 commune (Foundiougne).

Kolda :

- potentiel de la population jeune ou de l'association ciblée,
- niveau de mise en oeuvre du projet,
- niveau d'organisation du village ou des associations retenues,
- existence d'associations spécifiques (Amicale des Orphelins, Fédération régionale des Handicapés, etc.),
- vécu de la pauvreté par les villages ou associations

L'étude a été faite dans six (06) localités : 01 chef lieu d'arrondissement (Kounkané), 02 communes (Kolda et Vélingara), 02 chefs lieu de communauté rural (Fafacourou et Kandian) et 03 villages (Soutouré, Diassina et Saré bilaly).

Dans la région de Kolda, le département de Sédhiou n'a pas été visité pour deux raisons : d'abord, il n'est pas ciblé dans la phase pilote du Programme, ; ensuite, l'impossibilité d'organiser les discussions dans la période bloquée pour la région

Louga :

- niveau de mise en oeuvre du projet (EPB en cours existence de micro-projets et /ou sous projets),

- commune par comparaison à la campagne (niveau de mise en œuvre du projet :EPB, non encore réalisée),
- existence de spécificités religieuses ou ethniques (cohabitation d'ethnies différentes, prédominance d'une confrérie)

Outre les objectifs poursuivis par l'étude, le choix des six (06) localités a été guidé par le soucis de toucher :

- une zone où venaient d'être lancées les EPB : Sakal (saisir l'occasion pour sensibiliser les jeunes sur l'importance de l'exercice) ;
- une commune où les EPB n'avaient pas encore démarré : Linguère (pour apprécier la perception des jeunes du projets par les jeunes dans un centre urbain) ;
- un chef lieu d'arrondissement où existent des micro-projets et dominée par l'ethnie peul cohabitant avec des wolofs : Barkédji (pour apprécier le niveau de prise en compte des besoins des jeunes) ;
- un village peul qui dispose de micro-projets : Fouthity (pour apprécier le niveau de prise en compte des besoins des jeunes) .

2.3- METHODOLOGIE

L'étude s'est appuyée sur les outils de recherche qualitative : « focus group », Entretiens individuels approfondis (EIA) et interview .

Un guide de discussion et un questionnaire d'Entretien individuel approfondi (EIA) ont été élaborés pour des « focus group » au niveau des communautés ciblées ainsi que des interview avec les chefs des services dé concentrés de l'Administration, les élus locaux et les responsables des structures et mouvements de jeunesse.

L'observation a été également utilisée comme méthode de recherche dans les villages notamment pour la compréhension du phénomène de la jeunesse

Ces outils ont été complétés par un questionnaire destiné à l'interview de jeunes dans les localités visitées, et qui n'ont pas participé aux « focus group ».

Il a été procédé également à la compilation de la documentation produites sur les problèmes de la jeunesse et par l'AFDS .

Le guide d'entretien utilisé dans le cadre des discussions a porté sur les points suivants :

- Définition de la jeunesse ;
- Perception de la pauvreté ;

2.3.1- CONSTITUTION DES GROUPES DE DISCUSSION

Les discussions ont été organisées autour de groupes composés de participants âgés de 15 à 35 ans, avec un nombre de participants variant entre sept et dix.. Chaque fois que le nombre de participants dépassait la dizaine, il a été tenu un forum de discussion à la place du focus.

La constitution des groupes a tenu compte de la représentation par sexe (garçon et fille), du statut matrimonial (marié et célibataire), du niveau d'éducation (scolarisé, analphabète ou alphabétisé) et de l'appartenance ou non à une OCB ciblée par le programme.

Sur la demande des jeunes eux-mêmes, y compris les filles, la mixité a été privilégiée dans la constitution des groupes. Mais chaque fois qu'il a été constaté des blocages dans la prise de parole des filles, deux focus ont été organisés : l'un pour les garçons et l'autre pour les filles.

Pour échapper au piège qui consiste à réduire la jeunesse à celle dite extra-scolaire, c'est à dire celle qui est hors du système scolaire, des groupes ont été constitués autour d'élèves (garçons et filles), remplissant le critère de l'âge (15-35ans) et sélectionnés dans des établissements d'enseignement secondaire.

Par ailleurs, cette approche a permis de cibler des adolescents qui ont révélé leur frustration face à la marginalisation dont ils sont victimes de la part des jeunes plus âgés qu'eux. En effet, ces derniers les considèrent comme des « enfants/gamins » qui n'ont pas le droit à la parole. Car, ils sont considérés comme « boys ».

2.3.2- DEROULEMENT

L'étude s'est déroulée dans quatre (04) des régions d'intervention du projet. Elle a touché l'ensemble des départements ciblés dans la phase pilote. Les villages ont été visités au même titre que les villes. L'étude a été étendue à des départements non concernés par la phase pilote. C'est le cas de Kaolack.

L'étude a été réalisée par zone géographique (région), de manière à bien cerner les spécificités locales dans la collecte et l'analyse des données.

Le niveau de mise en oeuvre du projet a été intégré dans la programmation. Dakar a été la dernière étape de l'étude, car elle constitue la région où les activités viennent d'être lancées.

-Focus groupe :

Dans chaque guide de discussion, plusieurs thèmes se rapportant aux objectifs de l'étude ont été développés : la définition de la jeunesse, la perception de la pauvreté, la pertinence des réponses apportées aux besoins des jeunes, la place des jeunes dans la communauté et les rapports de genre.

Fora de discussions : ils ont été tenus dans les localités où le nombre de participants ne pouvait être contenu dans un « focus ». Ainsi, pour éviter de frustrer tous les jeunes qui avaient effectué le déplacement, la tenue du forum a été préférée à la sélection de certains au détriment des autres. Il reste entendu que cette démarche permettait également de collecter les informations recherchées et constituait par ailleurs un cadre d'information et de sensibilisation des communautés.

La présence massive des jeunes aux rencontres traduit l'intérêt que suscite le programme au niveau des bénéficiaires.

- **Entretiens individuels approfondis (EIA) :** ils ont ciblé les leaders d'associations ou mouvements de jeunesse, des Chefs de service régional de la Jeunesse, des Directeurs de CDEPS et des élus (Présidents de Conseil local ou Chef de village).

Le questionnaire ayant servi aux EIA a été centré sur la pertinence des réponses apportées à ce jour aux besoins des jeunes et les mesures correctives qui pourraient être entreprises.

- **Interview de jeunes :** les jeunes interviewés n'avaient pas pris part aux « focus group » ou fora de discussion. Ils ont été choisis au hasard sans avoir été préparés à l'exercice. Ils n'étaient pas non plus forcément des leaders d'associations ou de mouvements de jeunesse comme dans le cas des EIA.

Les questions posées aux interviewés ont porté sur la situation de la jeunesse dans un contexte de pauvreté, les occupations des jeunes et leur place au sein de la communauté.

-**Compilation des documents existants :** l'exercice a porté sur les documents produits par les antennes régionales de l'AFD, les services du Ministère de la Jeunesse (projets et CDEPS), de l'Economie et des Finances (Planification et Statistiques) et du Développement social (le Développement communautaire), les collectivités locales (Conseil régional et les ONG).En dehors des études réalisées par l'AFDS, cette littérature renferme peu d'informations sur la jeunesse.

A u total, 57 rencontres ont été organisées avec les jeunes:

- Focus groupe :21
- EIA :15
- Interview individuelle :09
- Forum de discussion :12

L'étude a touché 464 jeunes caractérisés selon les détails mentionnés sur le tableau sus-dessous.

Population enquêtée	Répartition par sexe		Proportion	Profil	
	464	Garçons		310	6.81 %
Filles		154	33.19 %	Filles :21ans	

La moyenne d'âge général des participants est de 24 ans

D'autres caractéristiques de la population enquêtée ont été dégagées :

- **Jeunes marié(e)s** : 204 dont 127 ; garçons (62.25%) contre 77 filles (37.75 %).
- **Non mariés (célibataires, divorcés ou veufs)**: 260 ; Garçons : 170 (65.38 %) ; Filles :90 (34.62 %)
- **Profil éducatif** : scolarisés :374 ; Garçons : 275 ((73.52 %) Filles :99 (26.48 %)
- **Non scolarisés** : 90 Garçons : 28 ((31.11 %) Filles :62 (68.89 %)

III- ANALYSE DES DONNEES ET PRESENTATION DES RESULTATS RESULTATS

L'analyse des données s'est faite sur la base de :

- l'interprétation des réponses données par les membres d'un groupe au cours d'un « focus group » ou d'un forum de discussion dans une même localité ;
- la comparaison des informations collectées entre différentes localités ;
- la comparaison des informations collectées dans les cinq régions.
- Le tout rapporté à la documentation écrite sur la jeunesse et la pauvreté.

En effet, l'analyse a pris en compte des données recueillies dans la compilation des documents.

La présentation des résultats de l'étude s'articule autour de thèmes qui ont été développés dans les guides de discussions ou les questionnaires d'interview.

Les données ont été exploitées de façon manuelle. Par contre, les feuilles de présence ont fait l'objet d'une exploitation avec le logiciel Excel . Il s'est agi ainsi de faire ressortir : la taille des personnes rencontrées, la répartition par sexe, le profil éducatif, le statut matrimonial , la moyenne d'âge et la répartition géographique.

3.1- Définition de la jeunesse

La difficulté pour définir la jeunesse est apparue tout au long discussions. Les jeunes ignorent jusqu'à la tranche d'âge (15 – 35 ans) retenue par le Ministère de la Jeunesse depuis 1985 à l'occasion de l'année internationale de la Jeunesse. Chaque fois que cette définition a été donnée, les participants ont caché difficilement leur surprise. Moins pour manifester leur ignorance que pour marquer leur embarras. Car si pour certains la limite minimale se rapproche plus de l'enfance ou de l'adolescence, pour d'autres, les 35 ans les rapprochent davantage de l'âge adulte. Cette vision traduit un embarras d'autant plus compréhensible qu'appliquée à leur propre situation, cette définition les exclut de la frange de la jeunesse. Il ne se considèrent pas comme des jeunes au regard de leur position sociale. Ils sont responsables de familles (mariés et pères de plusieurs enfants).

L'autre caractéristique de la jeunesse est « **sa vitalité** » « **ki nék chi dig dooleem** ».

Face à cette difficulté définitionnelle, il s'avère aujourd'hui indispensable de revisiter le concept en cumulant la définition par âge avec le statut social. Ainsi le jeune n'est pas seulement celui ou celle qui est âgé (e) de 15 à 35 ans, et qui, en plus n'a pas de responsabilité sociale (célibataire et sans enfant). Les participants aux fora ont donné une définition du jeune qui correspond, selon leur entendement à : « **celui qui est au « commencement de la vie** » (« **bountou adduna** ») .Mais, ils ont récusé la perception courante qui réduit le jeune à un « **inconscient,** » un « **irresponsable** » ou un « **sans soucis** ».

L'ambiguïté de la définition de la jeunesse est apparue dans l'abus de langage chez certains jeunes qui en s'adressant à d'autres participants du même âge, emploient le terme « **boy yii** », « **les enfants** ». Dans Cela veut dire ceux qui sont moins âgés qu'eux..

L'observation a mis en évidence le décalage entre l'âge et l'état physique de certains jeunes notamment chez les femmes. Ces dernières présentent l'image de personnes beaucoup plus âgées qu'elles n'apparaissent. Devant certaines participantes, l'équipe d'animation a dû plus d'une fois rappeler que l'étude était consacrée aux jeunes. En réaction, l'assistance s'est empressée de toujours préciser : « **Tout le monde est jeune. Il n'y a pas d'adulte ici** » « **Fi mag amufi Gneupe jeune lagnou** ». C'est à se demander si la remarque ne les dérangeait pas. Cette situation a été constatée dans les villages mais rarement en ville.

En guise d'explication, trois raisons ont été avancées: la première est que les femmes ont un physique vieilli par le poids des travaux domestiques. La seconde tient au fait que certaines ne connaissent pas leur âge exact et se considèrent toujours comme des jeunes. La troisième est relative à l'élasticité de l'âge maximal de la jeunesse (35ans).Ainsi, celles qui sont proches de cette limite , présentent la physionomie d'adultes alors qu'il n'en n'est rien. De plus celles qui ont moins de 40 ans se considèrent plus comme des jeunes. A cela s'ajoute une considération socioculturelle qui fait que devant les membres d'une famille très âgés (parents , frères ou sœurs), certaines personnes, quelque soit leur âge, sont souvent considérées comme des jeunes. « **Nous apparaissons aux yeux de nos parents et maris comme des jeunes** ». Quant aux femmes mariées, elles affirment : « **comparées à nos coépouses plus vieilles, nous sommes considérées comme des jeunes.** »

Les jeunes ont souligné les difficultés inhérentes à la définition de la jeunesse, réduite à la tranche d'âge. Cette concision conceptuelle est d'autant plus peu

opérationnelle qu'elle ne colle pas à la réalité. Elle entraîne une confusion réelle dans la distinction entre les adultes et les jeunes. Elle n'intègre pas non plus le statut social qui constitue un critère de catégorisation essentiel. En effet, d'une part, une femme peut être grand-mère très tôt, et d'autre part, un jeune peut être polygame avec plus de deux épouses.

Dans l'un ou l'autre cas, l'âge est moins déterminant que la situation de grand-mère ou de polygame.

Les jeunes ont insisté sur le fait que le statut social détermine plus que l'âge l'appartenance d'un être social à la classe des jeunes adultes ou des jeunes. Ainsi les jeunes filles mariées à des adultes ou personnes âgées, ont révélé se sentir plus proches des adultes que des jeunes de leur génération. Ces derniers sont perçus comme des « **enfants** » « **peu matures et tournés davantage vers les loisirs** » ; « **donc coupés de leurs préoccupations de femmes mariées avec une ou plusieurs coépouses.** »

De même, les jeunes polygames se considèrent plus comme des adultes. Autant ils ont d'épouses, plus ils se sentent adultes avec des préoccupations autres que celles des jeunes. Du coup, les femmes sont dans une situation identique à celle des maris.

Un autre inconvénient de la définition par l'âge a été relevé par ceux qui ont moins de 15 ans. Ils se sentent comme des « **laissés pour compte** ». Car ils ne sont classés ni parmi les enfants ni parmi les jeunes. « Les jeunes les perçoivent comme des « **boys** », et ne les prennent jamais au sérieux ». Ils sont ainsi exclus du « monde de la jeunesse ». Sans lien reconnu avec la communauté, ils vivent « **une marginalisation qui ne dit pas son nom** ». **Leurs aînés leur refusent toute possibilité d'implication dans les activités qu'ils mènent jusque et y compris au sein des familles.** » Autant les jeunes sentent écrasés par les adultes. Autant les « boy » souffrent du même constat de la part de leurs aînés. Dans ce contexte, ils essaient tant bien que mal de survivre aux contingences de la vie accentuée par la pauvreté. Dans les associations et mouvements de jeunesse, ils sont acceptés difficilement et n'accèdent jamais aux postes de responsabilité. Ce handicap s'explique doublement : d'une part, les contraintes liées aux textes qui imposent la majorité pour diriger une association, et d'autre part, la perception négative que la société a des adolescents.

Par ailleurs les portes de l'école sont souvent rapidement fermées à cette frange de plus en plus importante de la population très touchée par la déperdition scolaire tant dans les campagnes que dans les villes.

3.2-Organisation des jeunes

Des organisations de jeunesse existent parallèlement aux organisations au service des jeunes. Les premières constituent des « **structures créées par et pour les jeunes** » ; elles regroupent exclusivement des jeunes (filles et garçons) qui en assurent la direction. Ces organisations sont constituées par des GIE, ASC, OCB, foyers, amicales et regroupement de ressortissants. Quant aux organisations au service des jeunes, elles sont ouvertes aux autres couches de la population. Elles peuvent être des ONG, projets/programmes et autres structures spécifiques de la société civile qui oeuvrent à la promotion de la jeunesse.

Contrairement à l'image qu'offre le mouvement « navétane » constitué des ASC, le tissu organisationnel des jeunes n'est pas développé. Comparé au poids démographique des jeunes, le nombre d'associations existantes est faible. Mais au-delà de la quantité, c'est la qualité des organisations qui retient l'attention. Elles ne mobilisent pas beaucoup de monde. Le nombre d'adhérents est très limité comparativement au potentiel humain que représente la jeunesse. Les associations n'ont pas une existence formelle, faute de récépissé de reconnaissance. Celles qui sont reconnues souffrent d'un manque réel d'organisation. En effet, les réunions ne se tiennent pas régulièrement, et les archives, quand elles existent, sont mal tenues. Les ressources humaines font défaut. De plus, le bénévolat qui est le propre des organisations de jeunesse ne favorise pas la performance.

Les ASC constituent le type d'associations le plus présent en milieu jeunes. Ce sont des organisations qui sont plus orientées vers les loisirs, notamment le football qui est leur principale activité. Elles fonctionnent généralement pendant les grandes vacances qui durent trois (03) mois. Beaucoup de participants ont déclaré que l'appellation « ASC » ne reflète pas la réalité. « Le « C » de culture n'existe que de nom. ». Pourtant, les activités culturelles ont leur importance dans la sensibilisation en matière de lutte contre la pauvreté et de promotion de la SR et de la citoyenneté.

Les jeunes ont reproché aux ASC de trop verser dans les activités ludiques. Les associations de développement sont peu répandues. Les timides tentatives initiées dans certaines régions, en particulier en milieu rural, n'ont pas donné les résultats attendus. Cependant, il faut relever l'émergence d'associations de type nouveau, dans une région comme Kolda, et qui sont mobilisées dans la promotion économique et sociale de leurs adhérents.

Par ailleurs, le contexte de pauvreté a favorisé la création de GIE de jeunes qui participent de la lutte contre le sous-emploi au sein de la jeunesse. Mais cette

réponse montre déjà ces limites. En effet, le nombre de GIE reste très limité au regard de l'acuité du chômage des jeunes. Il y'a moins de GIE que de jeunes à insérer.

Une autre contrainte majeure propre aux GIE est la faiblesse des ressources financières nécessaires au financement de leurs activités. Malgré les actions entreprises par les Pouvoirs publics au cours de ces dernières années, l'accès des jeunes au crédit demeure très limité.

Par ailleurs, les GIE s'investissent dans des domaines qui ne sont pas créateurs de richesses. Ceci freine leur développement. Ils s'activent dans le petit commerce, l'embouche bovine, les petits services (télé centre, et cybercafé), etc.

A la différence des jeunes, les femmes ont réussi à mettre en place de véritables outils de mobilisation dans le développement à travers les GPF. Le micro - crédit et l'épargne sont très développés chez les femmes. Au même moment, les jeunes restent à la traîne en consacrant leur temps et leur énergie aux activités de loisirs.

La réactivation du CNJS depuis 1994 n'a pas contribué à corriger cette tendance. Au contraire, sur le terrain, les jeunes ne semblent pas beaucoup sentir sa présence à leurs côtés pour les accompagner dans la résolution de leurs problèmes. Ce constat a été fait aussi bien dans les villes qu'en zones rurales. **« Nous ne sentons pas des organisations fédératrices comme le CNJS »**. Naturellement les responsables locaux du Conseil ne partagent pas ce point de vue. Ils expliquent la situation par le manque de moyens.

La faiblesse organisationnelle des jeunes a atteint un point tel que pour les mobiliser, il a fallu recourir aux autorités administratives locales, PCR, Directeurs de CDEPS, Chefs de villages et Opérateurs de l'AFDS. En dehors de quelques organisations spécifiques de développement, il n'a pas été possible de toucher les jeunes en passant par leurs propres structures.

L'organisation matérielle des activités sur le terrain a été assurée par les mêmes relais. Les rares occasions où le mouvement associatif des jeunes a été mis à contribution, la mobilisation n'a pas été au rendez-vous. Ce constat a été fait dans toutes les régions.

Certains n'ont pas manqué de faire cette dure remarque : **« Les organisations traditionnelles n'ont pas d'emprise sur la jeunesse »**. Ont-ils ajouté **« Elles sont des coquilles vides »** Pour eux **« La solution à ce problème passera par la transformation des structures actuelles de jeunesse, en associations de développement dans lesquelles, les jeunes vont se retrouver car, elles**

seront capables de répondre à leurs besoins surtout au plan économique et de l'encadrement. » « En un mot, il est temps de nous inspirer de l'exemple des femmes qui sont entrain de faire une véritable révolution dans ce domaine. »

Ce regard critique que tout le monde ne partage pas pour autant, n'est pas à inscrire dans le seul registre d'une querelle de leadership entre associations qui se livrent parfois une lutte acharnée de représentativité. La gestion de foyers de jeunes dans beaucoup de localités du pays est rendue difficile aujourd'hui par les conflits entre les associations membres.

Certes, il s'agit, d'un regard qui est jeté sur le CNJS. Il peut donc paraître partial, mais n'en est pas moins digne d'intérêt car étant symptomatique des conflits qui peuvent exister entre des organisations sensées être au service des jeunes.

Chaque association cherche à se positionner par rapport aux opportunités de financement.

Au delà de la compétition, il s'avère que l'introduction de l'argent fait reculer le bénévolat chez les jeunes qui réclament des honoraires en contrepartie des services qu'ils rendent dans le cadre de leurs organisations. Cette tendance gêne, car elle risque à la longue de tuer l'esprit civique et l'engagement au service de la communauté. Les jeunes réclament de plus en plus une contrepartie financière, y compris pour des activités de renforcement de leurs propres capacités. Le paiement de perdiems en retour de participation aux séminaires de formation est érigé en règle.

Le phénomène n'est pas nouveau, mais il s'est accentué au cours de ces dernières années avec l'émergence de projets et programmes qui mobilisent d'importantes ressources financières et dont la stratégie d'intervention se fonde sur un partenariat avec les organisations de jeunesse les plus représentatives. D'ailleurs, la représentativité réelle ou supposée et le dynamisme ont toujours été pour l'Etat, des critères de choix des organisations de jeunesse considérés comme des relais sur le terrain. Ses soutiens financiers et matériels étaient accordés selon les mêmes conditions.

Dés la réactivation du CNJS en 1994, il a été porté au rang de corps constitué de l'Etat, avec tous les avantages qui s'attachent à ce statut pour les membres de ses organes dirigeants.

Jusqu'à une époque récente, le CNJS constituait l'une des rares organisations de jeunesse qui bénéficiaient encore d'une subvention annuelle substantielle de l'Etat.

Cette approche de partenariat avec des organisations a créé au sein du mouvement associatif une compétition qui tourne parfois aux conflits ouverts. D'où les critiques sévères de certains : « **Dirigeants associationnyi sen bop lanou fi nékal** ». « **Les responsables d'associations sont là non pas pour les jeunes, mais pour leurs propres intérêts** » « **Une fois élus et couverts de notre légitimité, ils nous tournent le dos jusqu'au prochain renouvellement.** »

C'est là un révélateur des conflits d'intérêts qui agitent le tissu associatif et qui mérite d'être pris en considération pour mieux comprendre les facteurs qui limitent le bon fonctionnement des organisations de jeunesse. Mieux, il appelle à la prudence dans toute tentative de pénétration de la jeunesse par les acteurs qui privilégient la stratégie du « faire faire ».

Au demeurant, les associations n'en constituent pas moins des outils importants dans toute action de promotion de la jeunesse. C'est pourquoi, il ne s'agit pas de décréter leur mise à mort, mais plutôt de travailler à les rendre plus performantes en commençant par renforcer leurs capacités.

3.3- Capacités des jeunes

Les jeunes ont dit « **ne pas avoir pas de capacités** » ou leurs « **capacités sont faibles** ». Ils traînent ainsi les tares d'une non scolarisation ou d'une scolarité arrêtée trop tôt, et par conséquent d'un niveau culturel extrêmement bas.

Cette situation s'explique par plusieurs facteurs aussi influents les uns que les autres :

- L'inaccessibilité géographique et financière (Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la demande est supérieure à l'offre. Le nombre d'écoles disponibles et leur emplacement ne couvrent pas toutes les localités parfois distantes de plusieurs kilomètres. Cet éloignement n'encourage pas et ne favorise pas la scolarisation. Par ailleurs, les charges financières inhérentes à la scolarisation ne sont pas toujours à la portée des parents. C'est pourquoi, de nombreux enfants ont dû interrompre leurs études. « **Nous avons été obligés d'abandonner car nos parents n'avaient plus les moyens de nous prendre en charge. L'école coûte trop cher.** » « **Nous voulions bien continuer mais c'était impossible.** »

La gratuité de la scolarisation et l'amélioration des conditions de vie des populations auraient contribué à élever le taux de scolarisation et la baisse de la déscolarisation.

- Les préjugés socioculturels : ils demeurent vivaces et influencent encore les décisions des parents ». Cette situation de banalisation de l'école est plus le fait des parents que des enfants.
- La concurrence de l'école coranique : « **Nos parents avaient préféré nous envoyer à l'école coranique, de peur de nous voir détournés de notre religion (l'islam).** » Pendant longtemps, les populations croyaient en une incompatibilité entre leurs convictions religieuses et l'école française.

Dans beaucoup de zone rurales des régions de Kaolack et Fatick, l'exploitation des feuilles de présence fait ressortir une prédominance de l'enseignement coranique sur le français

- Les travaux domestiques : pour disposer d'assez de bras pour les aider dans les travaux champêtres, les parents choisissaient de maintenir leurs enfants à la maison. « **Aujourd'hui, encore, il arrive qu'un père ou une mère vienne « emprunter son enfant (garçon ou fille) déjà en classe pour l'aider dans les travaux ménagers** ». Cette pratique est courante particulièrement dans les campagnes. Elle est très développée dans les zones où l'élevage et l'agriculture constituent les activités économiques dominantes. Ce retrait peut durer quelques jour et peut être même, dans certains cas, définitif.

Les filles sont victimes de la situation plus que les garçons

- Le manque de capacités chez les jeunes se traduit également par l'absence de qualifications professionnelles. Exclue très tôt du système éducatif formel, ils n'ont pas pu bénéficier d'une formation alternative adéquate.

Les programmes d'alphabétisation n'ont pas permis, par ailleurs, de combler le gap pour installer des capacités chez les jeunes. Ces derniers ont réclamé partout dans les campagnes le renforcement des programmes d'alphabétisation

Dans l'impossibilité de s'investir dans des secteurs de pointe à cause de leurs faibles capacités, les jeunes sont réduits au plan économique à s'adonner aux mêmes activités que leurs parents (élevage, agriculture et pêche). Ils recourent à

aux loisirs au détriment des activités de développement. Ils ont expliqué ainsi leur grands retard en matière de mobilisation dans les activités de développement comparés aux femmes par l'orientation de la politique de la jeunesse qui « **cherchait à les distraire pour** », disent-ils, « **nous détourner des préoccupations politiques et maintenir un système aux yeux du quel, nous paraissions comme un danger. C'est parce que cette vision a changé que nous nous investissons de plus en plus dans les activités économiques** ».

La politique de jeunesse développée de longues années n'était pas adaptée. Elle a été plus mue par la volonté de maintenir les jeunes dans un certain obscurantisme. Car, les jeunes ont été toujours perçus comme un e force subversive dont « l'automatisation » pourrait remettre en cause les choix politiques des autorités. C'est pourquoi, les femmes ont été utilisées comme un « **force d'inertie ou un contre pouvoir** ».

Les jeunes ont relevé que les réponses apportées aux besoins des femmes ont été plus pertinentes. Très tôt, ces dernières ont bénéficié d'un encadrement de qualité centré sur « **le renforcement des capacités et les activités de développement. « Les femmes ont été plus prises au sérieux que nous. »** » A cet effet, des moyens considérables ont été mobilisés. « **Nous payons aujourd'hui, les conséquences d'une telle option politico stratégique.** »

Selon les jeunes, « **ce n'est donc pas un hasard si les femmes ont pris une longueur d'avance sur nous dans tous les domaines : , 'épargne, micro-crédit, alphabétisation et Santé de la Reproduction et mobilisation sociale et même politique.** »

Les jeunes sont persuadés que les multiples actions entreprises ces dernières années ne leur permettront pas de combler rapidement l'important retard accusé. C'est pourquoi, ils ont invité l'Etat et les différents acteurs à redoubler d'efforts. De façon continue depuis l'indépendance, l'Etat a tenté d'apporté des réponses à la demande sociale des jeunes.

Plusieurs initiatives ont été entreprises dans ce sens, elles ont montré leurs limites.

- La célébration de l'Année internationale de la Jeunesse en 1985 et l'adoption par le Sénégal d'un Plan décennal de Jeunesse n'ont pas fondamentalement modifié les options en matière de politique de jeunesse

- Le Projet de Promotion des Jeunes (PPJ) n'a pas survécu à sa phase expérimentale. Il n'a jamais pu être étendu à l'ensemble de régions du pays. Depuis, 1995, il a perdu de son ampleur avec la fin du financement du volet de

Selon les localités, des différences conceptuelles ont été notées. Les populations ne semblent s'encombrer, par gêne de commodité de langage en recourant à des termes qui choquent moins que d'autres

Le terme « **niak** » est le plus utilisé en milieu wolof de l'intérieur du pays. Chez les » halpular notamment à Louga, le mot « **miskin** » a été utilisé pour la première fois. L'attention des participants a été attirée sur le caractère inapproprié du mot, ils ont insisté en précisant « **fi key miskine amnafi, ay miskin laniou** »

A Dakar, le terme usité est celui de « **ndol** ». Par endroits, dans les régions de l'intérieur, le même terme a été employé dans certaines rencontres pour exprimer l'extrême pauvreté.

Cette diversité conceptuelle ne traduit nullement une différence de perception. Dans toutes les localités visitées, les participants ont reconnu sans gêne **que « la pauvreté constitue la réalité la mieux partagée. Personne n'y échappe ! »** Elle est plus présente que ne le font apparaître les études. Dans les zones rurales la réponse se passe de commentaire. **Dés que vous entrez dans le village, la pauvreté se manifeste à travers l'accoutrement des enfants, leurs pieds nus, leur taille squelettique. Et que dire de nos maisons en banco et les clôtures en tige de mil ? Nous aurions bien aimé vivre dans des bâtiments en dur avec tout le confort qui sied comme en ville. Mais que voulez-vous, nous sommes pauvres ». Voyez notre village, il a été créé depuis plus de 50 ans, il n'a jamais changé d'aspect.»**

Les populations disposent de leurs propres grilles de lecture et d'interprétation de la pauvreté fondées sur leur vécu quotidien

Dans un village de Kaolack, une jeune fille a indiqué que « la manifestation la plus visible de la pauvreté est la non célébration de mariage dans le village depuis 03 ans. C'est le signe que les temps ont changé. » « Nieti atangi cet amul ci dekk bi.jamono nexul »Cette remarque a été faite également dans plusieurs villages.

Dans les villes y compris à Dakar, les jeunes ont caractérisé la pauvreté par le manque d'emplois. « ken ligéyul. » Plutôt que d'expliquer le manque d'emploi par la pauvreté, c'est la démarche inverse qui est adoptée. C'est parce que les populations ne travaillent pas qu'elles sont gagnées par la pauvreté. Et tant que cette tendance ne sera pas renversée, elles ne pourront pas s'en sortir.

A Linguère, certaines filles ont été plus catégoriques « Défunu dara tog rek di xoléé. Fural bu am nu tew » « Nous sommes sans aucune occupation. Nous passons tout notre temps à flâner. »

Les jeunes ont insisté sur la nécessité de ne pas perdre de vue que la pauvreté spirituelle est pire que la pauvreté matérielle ; en ce qu'elle renvoie à « **l'ignorance** » « **mog ndofa yemm** » « **C'est pareil à la folie** ». Certes, le côté pervers de la pauvreté réside dans le manque de revenus, mais il mériterait davantage d'être recherché dans l'inoccupation qui peut paraître comme la pire forme d'aliénation de l'homme.

Partout, les participants ont évoqué l'urgence de combattre la pauvreté et de la faire disparaître car elle menace « **la dignité humaine** ».

La situation des jeunes est assez précaire. Ils sont sans revenus et vivent encore à la charge de leurs parents. Cela prolonge la durée de leur dépendance et de leur maintien dans l'état de jeunes. Ils « **s'émancipent** » moins vite que d'habitude. « **Du coup, ils apparaissent aux yeux des adultes comme « d'éternels enfants » qu'il faut toujours guider sur le chemin de la vie** ».

Sans activité professionnelle et sans revenus, les jeunes sont plongés dans un désœuvrement porteur de dangers multiples, notamment dans les grandes villes. Dans une localité de Dakar, les jeunes ont déclaré que pour ne pas « **péter les plombs du fait du désœuvrement, nous sommes obligés de courir derrière les filles pour tenir le coup** » « **Cette activité constitue notre seul alternative** » « **Naturellement nous sommes conscients des risques mais nous ne pouvons pas faire autrement car il y va de notre santé** ». Ce mode de vie n'est pas étranger à la détérioration de la SR des jeunes : grossesses précoces et/ou non désirées, IST/SIDA.

A coté de cette solution, les jeunes se consacrent peuvent également consacrer leur à une « **sur- consommation** » de thé ou d'autres activités de loisirs (jeu de cartes , sport, musique, etc.)

Beaucoup de jeunes sont convaincus que s'ils ne travaillent pas, ce n'est pas de leur faute. « **S'ils avaient autre chose à faire, ils n'auraient pas perdu leur temps à boire du thé.** »

Dans les campagnes la nature des relations entre adultes et jeunes reste mal définie.

A Louga et Kolda, des jeunes ont révélé qu'étant « **sous couvert de leurs parents** » Ces derniers les font travailler quotidiennement sans aucune contrepartie financière.« **Je suis tenu d'aller chercher chaque jour du bois mort et du foin pour la maison, mais je ne suis jamais payé. Ainsi, je ne peux rien**

faire d'autre pour gagner ma vie ». Un autre a déclaré « **Quand je gagne quelque chose, il est intégralement versé à mon père qui se détermine l'utilisation qu'il faut en faire. C'est par exemple le cas à la fin de chaque récolte.** » En somme, nous n'avons aucun pouvoir de décision . Tout est décidé par nos parents. »

A Dakar, un jeune s'est confessé en ces termes « **Je ne peux rien réaliser car je partage mes maigres revenus avec ma famille. Il m'arrive même de régler le « nat » de mes petites sœurs qui n'ont aucune source de revenus** » « **Quand je gagne 500 F, je les éclate au moins en quatre parts : une pour le vieux, une pour la maman et une pour moi. Et des fois, il faut penser également aux frères et sœurs** »

Ce jeune trouve normal de verser une partie de ses maigres revenus à sa petite sœur qui l'épargne pour son propre compte dans le cadre des activités des GPF.

Cette ambiguïté sociale au sein de la famille n'est pas de nature à favoriser l'émancipation des jeunes qui se trouvent ainsi dans un cercle vicieux dont ils ne sortiront sans une remise en cause profonde de la place et du rôle de la jeunesse dans la communauté.

« **Si cette situation persiste, nous resterons d'éternels assistés parce que quand nos parents croient s'acquitter du devoir de nous prendre en charge, cela se traduit par le fait qu'ils ont tous les droits sur notre temps de travail et sur nos revenus** »

Ce commentaire ne manque pas de pertinence si l'on considère que dans certaines localités, les parents peuvent se charger de mobiliser les ressources nécessaires au mariage de leur enfant. Un fois que l'épouse regagne le foyer conjugal, elle reste à la charge des parents. Le mari et ses futurs enfants ont la possibilité de vivre sous le toit paternel toujours à la charge des parents. Cette situation peut durer des générations. « **Fav nu lèlar relation yi ak parent. Sinon du soti** » « **Cette situation mérite d'être clarifiée** »

La situation est moins aiguë en milieu pular où les jeunes transhumants sont motivés par leurs parents par la donation d'un certain nombre de têtes de bétail en retour de la garde du troupeau.

De son côté, une jeune fille peut rester à la charge de ses parents jusqu'au mariage. Mais dès qu'elle trouve un mari, elle rejoint le docile conjugal. Il est rare voire impossible en campagne qu'un mari aille vivre dans sa belle-famille. La jeune fille mariée peut disposer d'une autonomie économique qui lui permet de travailler pour obtenir quelques revenus. Ces ressources lui permettent de

venir en aide à son époux ou à développer des activités génératrices de revenus dans le cadre des GPF.

Il importe cependant de souligner que cette autonomie est toujours marginale. La plus grande partie du temps de la femme mariée est consacrée aux travaux domestiques.

Les économies que peut réaliser l'épouse sont dérisoires car souvent la femme se substitue à l'homme pour subvenir aux besoins de la famille. Selon une fille de la région de Fatick « **De plus en plus, les hommes se débinent et les femmes prennent leurs responsabilités pour assurer la dépense quotidienne** » « **Gorni metu nu nambass ser bay xottil jabar** » « **Les hommes ne sont plus en mesure d'assurer le minimum** » « **Kudul dundal du tal lenen** »

Les garçons n'ont pas contesté ce constat des filles « **Il faut être deux pour faire un couple. Si l'un ne peut pas faire face aux charges familiales, l'autre doit prendre le relais. Il n'y a aucun mal à cela.** » Les filles ne pensent pas le contraire « **C'est avec fierté que nous aidons les hommes** » « **C'est pourquoi, nous nous tuons dans les AGR. Nous sommes dans les marchés hebdomadaires ou louma pour gagner de l'argent qui profitera à toute la famille.** » « **Mo tax nu jokole ci wayep ngui am dara lun def ci kergi** »

Malgré la précarité de leur situation, certains jeunes refusent de céder au découragement, c'est ainsi que dans beaucoup de localités, ils tentent de s'occuper. « **C'est dur, mais nous ne désespérons pas. Dinan ci gen** »

De jeunes villageois ont dit leur disponibilité à relancer certaines activités économiques qui sont entrain de perdre du terrain : la maçonnerie, la cordonnerie, la boulangerie, la peinture sous verre. La seule mesure d'accompagnement qu'ils demandent, c'est la formation pour les doter des capacités nécessaires à cet effet. Les filles sont dans le même état d'esprit.

Les jeunes ont déclaré partout qu'ils sont prêts à exercer n'importe quel métier, pourvu qu'il leur rapporte des revenus. « **Il n'y a pas de sot métier. L'essentiel, c'est de gagner honnêtement sa vie** » « **Nous ne refusons rien** » « **Bagnu darra lun am dieul** »

Déjà, les jeunes s'illustrent dans différents domaines. Selon un jeune de Dakar « **Nous nous essayons à tout. Le matin, nous faisons le tour de la localité pour trouver un emploi de journalier où nous gagnons moins de**

1000 F CFA. Ce qui représente un salaire inférieur à 30000 F CFA/mois, si nous arrivons à travailler tous les jours ». « Pour gagner honnêtement de l'argent, nous travaillons dans des chantiers de construction. » « Quand l'occasion se présente, il nous arrive de faire le docker au Port. » « Faute de mieux, nous nous contentons de cette situation. »

Dans un village de Kaolack, un jeune a révélé : **« Pour subvenir à nos besoins, nous portons des briques pour des maçons ou allons chercher du bois mort que nous revendons »**

Les filles s'adonnent à la cueillette de fruits sauvages (Jujube, soup, pain de singe, etc.) qu'elles écoulent dans les marchés hebdomadaires.

En dehors de la région de Kolda, les jeunes filles sont de plus en plus nombreuses à se rendre dans les grands centres urbains pour exercer le métier de domestiques. Cette activité gagne du terrain dans toutes les ethnies du pays.

Dans un village wolof de Kaolack, des jeunes domestiques à Dakar, venues passer la fête de Tabaski dans leur village ont pris part aux « focus group » Le même constat a été fait à Linguère et à Barkédji.

Parmi ces filles domestiques, certaines sont scolarisées avec le niveau du second cycle. Ces dernières expliquent ce choix par **« l'absence de perspectives »**.

Dans la région de Kolda, les jeunes ont tenu à affirmer avec force que ce phénomène n'existe pas dans leur région. « Pour des raisons culturelles très fortes une jeune fille pular ne sera jamais une domestique, quelque soit l'acuité de la pauvreté »

Il n'empêche que des changements importants sont notés dans les mentalités. **« Des jeunes filles s'adonnent aujourd'hui à des activités que leurs mamans, pour rien au monde, n'auraient accepter de faire. »** Elles recrutent dans la petite restauration et les travaux domestiques. C'est le cas à Barkédji à Linguère et dans beaucoup d'autres localités (Villages comme villes).

Cet engagement affirmé des jeunes dans les circuits de production ne doit pas occulter le constat fait dans beaucoup de localités. « A cause sans doute leur niveau d'étude, les jeunes développent un complexe réel pour exercer certaines activités économiques. De plus, ils ne sont pas persévérants et patients. Ils veulent démarrer et s'enrichir tout de suite. De ce point de vue, ils sont très différents des femmes. Ils gagneraient être plus humbles »

Dans un village de Louga, un élu local a révélé que les jeunes refusent des activités génératrices de revenus qui sont disponibles. **« Des emplois, existent dans le village, mais les jeunes n'en veulent pas » « Les jeunes n'ont pas nié cet état de fait, mais ils expliquent leur attitude par la modicité de la contrepartie financière proposée. »**

Les jeunes manquent de patience et veulent gagner rapidement beaucoup d'argent.

De plus, il est apparu que dans les campagnes, il refusent certains qu'ils **« dégradant »**. C'est un obstacle culturel qu'ils surmontent facilement une fois en ville où ils s'adonnent à toutes les activités qui peuvent leur rapporter des ressources financières : vendeurs à la sauvette, conducteurs de voitures hippomobile, etc. C'est exactement la même attitude qui est développée par les jeunes émigrés jeunes sénégalais en Europe.

Les jeunes ont reconnu que les femmes sont plus mobilisées qu'eux dans les activités de développement. Les GPF constituent aujourd'hui une référence qui positionne les femmes comme des actrices économiques incontournables. Mais le même constat a été fait sur le terrain que les jeunes filles, au lieu de suivre la voie ainsi tracée, sont entrain de reproduire les faiblesses relevées chez les garçons. Elles ne s'investissent pas à l'image de leurs mères dans les GPPF. C'est si elles étaient incapables de maintenir les acquis encore moins de les renforcer. Comme les garçons, elles s'accrochent plutôt aux loisirs et autres activités ludiques. Une dynamique est ainsi en train de se briser. Si la tendance n'est pas infléchie, elle risque de faire reculer les femmes de plusieurs générations.

Les filles sont plus influencées par les garçons que les femmes. A moins que ce soit un phénomène de société qui précipitent les jeunes tous sexes confondus dans la **« vie facile »**

Si les participants sont d'avis que la pauvreté touche plus les jeunes que les autres couches de la population, ils ne se sont pas accordés sur la catégorie la plus affectée entre les filles et les garçons. Chaque groupe a voulu tirer la couverture sur lui. Révoltée, une fille s'est insurgée en ces termes. **« Il ne s'agit pas d'un combat entre nous. Notre souffrance dépasse de loin la votre. C'est une question d'honnêteté. De grâce, arrêtez l'égoïsme. Chacun d'entre vous vit avec une sœur à la maison, alors faites la comparaison. Les mariages précoces, c'est nous. Les travaux domestiques, c'est encore nous. La garde de la famille, c'est toujours nous »**

Ce débat est révélateur de l'absence de solidarité entre garçons et fille, et pourrait expliquer la persistance des disparités de genre.

Dans une localité de Kolda , les garçons ont déclaré que les filles sont couvées par les parents, notamment par les mamans jusqu'au mariage, et les maris prennent la relève ; alors qu'à partir d'un certain âge, les garçons sont obligés de s'auto prendre en charge. Même s'ils continuent à vivre sous le toit familial, ils sont obligés de travailler pour venir en aide aux parents. Ainsi ils sont obligés parfois de travailler dur pour gagner leur vie.

Mais quant il a été rappelé toutes les contraintes auxquelles sont soumises les filles, ils ont fini par admettre que les filles sont plus touchées par le pauvreté les garçons.

Dés le départ, les filles sont frappées par beaucoup de handicaps auxquels vient s'ajouter la pauvreté.

3.6- Connaissance du Programme du Fonds de Développement social Implication des jeunes dans la mise en oeuvre

Le programme est bien connu des bénéficiaires qui maîtrisent ses domaines et stratégies d'intervention.

Dans un village de Kaolack, quant en citant les priorités, l'un d'eux a parlé de route, un autre l'a coupé net : pour lui, le programme ne réalisait pas ce type d'infrastructure. **« Non lolu bokci wax nankobuyag » « Ceci ne fait pas partie du mandat de l'AFDS ». » Le problème sera posé à un autre intervenant »**

Dans les villes comme dans les villages, les jeunes ont réussi à faire la présentation du programme. Il est ressorti par endroit que le nom AFDS et la signification ne sont pas retenus par tous. Mais cela tient moins à un problème de connaissance que de niveau d'éducation. La majorité des populations ont compris que l'AFDS n'est pas une ONG mais un instrument du Gouvernement sénégalais de lutte contre la pauvreté. C'est la preuve de l'impact des campagnes de sensibilisation qui ont été menées par les antennes régionales de l'AFDS. D'ailleurs la différence est perceptible avec Dakar où la sensibilisation n'a pas encore démarré.

Les jeunes de la capitale en savent beaucoup moins sur le Programme que ceux des autres régions. Ils ont pris l'AFDS pour un autre programme de lutte contre la pauvreté qui a déjà lancé ses activités sur le terrain. Au cours des discussions, ils ont tenu à dire leur scepticisme car ils avaient été rencontrés par le Programme depuis plusieurs mois. Ils avaient même élaboré et déposé des

projets comme cela leur avait été demandé à l'époque. Mais ils attendent à ce jour la suite réservée à cette affaire.

Quand les explications nécessaires ont été fournies, les jeunes de Dakar ont compris et dit leur espoir et engagement pour le futur. « **C'est clair que ce n'est pas le même programme qui nous avait visités. Mais il ne faut pas faire la même chose que lui ; il faut donner suite à cette rencontre** » Ce consensus sur le niveau de pauvreté s'est dégagé dans toutes les localités visitées notamment les zones rurales.

Il reste qu'en parler du programme, les jeunes emploient souvent les expressions « **Aidez-nous** » ou « **si vous nous aidez.....** » Cette perception mérite d'autant plus d'être corrigée qu'elle met les bénéficiaires dans une position d'assistés. Ce qui à la longue pourrait inhiber les initiatives. Les jeunes ont besoin d'être davantage informés sur les composantes du programme et ses modalités d'intervention.

Ailleurs, les bénéficiaires ont tellement conscience de leurs rapports au programme qu'ils ont pris sur de réaliser un siège local de l'AFDS

L'analyse des tendances des premiers sous projets soumis par les bénéficiaires et des EPB a fait ressortir que le niveau d'implication des jeunes dans l'exécution du programme a pu être limité par entre autres facteurs :

- Les faibles capacités des jeunes : ce handicap se manifeste de diverses manières :

- Le bas niveau organisationnel qui ne favorise pas la concertation entre les jeunes et la prise en charge efficace des problèmes.
- Les difficultés à élaborer des projets pertinents pour convaincre en posant clairement l'acuité des problèmes.
- L'absence de capacités de négociation des jeunes pour faire passer en priorité leurs problèmes parmi ceux de la communauté. En effet, il a été relevé par les Opérateurs que même dans les cas où les jeunes réussissent à bien identifier leurs besoins, ils ont du mal à les faire passer comme priorités en assemblée générale devant les autres couches de la population : les femmes et les adultes. Les jeunes filles rencontrent une difficulté pareille pour imposer leurs priorités face aux garçons. Le constat a été fait au cours de « focus group ». La situation ne saurait être imputée à la seule loi du plus grand nombre. Il convient plutôt de chercher du côté de l'absence de capacités de négociation des jeunes. Les pesanteurs socioculturelles n'y n'ont pas non plus totalement étrangères « **Face à nos**

parents, nous n'avons pas toujours le droit à la parole ou nos idées ne sont pas forcément prises en compte.» « Sunu wax du compte toujours. Xalé du wax ci biri mak ». Cette pesanteur socio culturelle devra être intégrée dans les stratégies d'action de l'AFDS en aménageant des espaces spécifiques de communication avec les jeunes, et au besoin en procédant à des arbitrages au moment de la finalisation des sous projets et des micro projets.

- Les jeunes sont si tenaillés par le chômage qu'ils ont tendance à ignorer les problèmes de la communauté. De plus, ils pensent que la question de la santé, ne les concerne pas, c'est l'affaire des femmes. L'éducation (la réalisation d'infrastructure scolaires). doit mobiliser les parents/ adultes.

Ce biais conceptuel contribue à la marginalisation des jeunes perçus comme « des égoïstes qui ne se préoccupent que de leurs propres intérêts » « Les jeunes n'ont pas compris que la communauté est un tout » « Il faut donc une vision globale »

- *Les mouvements migratoires* : la mobilité n'est pas un facteur favorisant à la mobilisation des jeunes. Dans les localités pular de la région de Louga, la transhumance éloigne les jeunes de leurs villages plus de 06 mois par an. C'est pourquoi, ils sont impliqués dans la gestion des problèmes de la communauté.

- *L'approche par village* : l'AFDS intervient sur la base de l'approche village. Il se trouve que dans certaines localités de la région de Louga, plus précisément dans l'arrondissement de Barkédji, les associations de jeunes ont une vocation intervilageoise. C'est dire qu'une association est à cheval sur plusieurs villages. Cette situation rend difficile voire impossible le partenariat avec l'AFDS. Toutefois les Opérateurs travaillent en concertation avec les bénéficiaires à lever la contrainte.

La solution à cette contrainte pourrait venir de la mise en place de structures inter vilageoises, fédératrices des jeunes de plusieurs localités partageant les mêmes besoins, comme l'expérience en cours dans la sous préfecture de Kounkané /région Kolda,

3.7-Les spécificités locales

De façon globale, les jeunes vivent les mêmes situations. Cependant, une analyse approfondie révèle que selon la localité considérée, quelques particularités dont il importe de tenir compte pour mieux adapter les réponses aux besoins.

- Mobilité/mouvements des populations

Au passage de l'équipe chargée de l'étude, la taille de la population des localités visitées avait augmenté. L'explication est que de nombreux jeunes qui étaient revenus passer les fêtes de Tabaski dans leurs familles étaient encore sur place.

« D'habitude, il n'y a pas autant de jeunes ici, Vous avez trouvé tout ce monde parce que c'est le lendemain de la Tabaski, La majorité des jeunes sont partis gagner leur vie ailleurs. Si vous repassez dans quelques jours, la situation aura bien changé. » « Fi ken nekatufi nep dem nan dani sen dole ».

A cause de l'exode rural, les campagnes se vident de leurs populations les plus valides.

A « vue d'œil », ces jeunes revenus de la ville sont différents de ceux restés sur leur place Ils s'habillent différemment (comme des citadins) ; communiquent avec plus d'aisance ; perçoivent plus clairement les problèmes de la jeunesse et les posent avec plus de pertinence. C'est- comme s'ils avaient un plus.

Les jeunes constituent la couche de la population la plus touchée par la mobilité : exode rural et immigration.

Cet important mouvements de population ne se traduit pas de la même manière dans toutes les régions:

- **Exode rural** : C'est une forme de migration qui touche particulièrement la campagne et les villes secondaires de l'intérieur du pays. Les jeunes de ces localités se déplacent vers Dakar ou dans une moindre mesure vers les capitales régionales comme Kaolack, Ziguinchor, Saint- louis et Louga

Immigration : elle s'est développée dans des régions comme Louga, Kaolack, Fatick et Kolda. Il faut distinguer le cas de Louga par rapport aux autres régions. Les jeunes de Louga partent vers les pays du Nord (Europe et Etats Unis). Cette forme d'immigration touche également une partie de la région de Kolda, notamment l'arrondissement de Kounkané.

Dans les autres régions, les populations se dirigent vers les pays limitrophes du Sénégal plus particulièrement la Gambie.

Ces mouvements de populations concernent peu les filles. Ces dernière sont touchées tout au plus par l'exode rural. Il arrive cependant que les jeune mariées rejoignent leurs époux immigrés. Mais il reste un phénomène assez marginal.

Transhumance : elle concerne surtout le département de Linguère dans la région de Louga. Il s'agit de jeunes de l'ethnie pular, qui se déplacent avec leurs troupeaux pendant la saison sèche, à la recherche de zones de pâturage. Ce mouvement migratoire dure en général de 06 à 09 mois.

Campagne: le phénomène est développé à Dakar et consiste en des contrats de travail de courte durée qui permettent à des jeunes de travailler dans des chantiers comme des ouvriers.

Travail saisonnier : Ce sont des jeunes des régions de l'intérieur qui se déplacent dans les zones de maraîchage pour vendre leur force de travail dans les jardins.

A la différence des « campagnards », les saisonniers retournent dans leur village à la saison des pluies pour cultiver la terre.

La durée des déplacements des jeunes de la région de Dakar est tributaire de la durée des chantiers.

Il existe d'autres types de saisonniers qui quittent les régions de l'intérieur et se rendent à Dakar pour s'adonner au petit commerce et au transport hippomobile. Ils rentrent au bercail pendant l'hivernage. Il faut classer dans cette même catégorie les jeunes filles qui vont travailler dans les grandes villes comme domestiques.

Il faut souligner dans le cas de Dakar que le développement du métier de domestique qui favorise de plus en plus le déplacement de jeunes de la banlieue et des villages vers Dakar.

L'exode rural est analysé dans les villages comme un mal car il dépeuple les terroirs de leur forces vives. Par conséquent, il constitue, un frein au développement local. Mais en même temps c'est un mal nécessaire car il permet aux jeunes qui vont tenter leurs chances ailleurs de pouvoir gagner leur vie, et de pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles restées au village. Il participe à atténuer les contrecoups de la pauvreté.

En outre, l'exode rural et l'immigration permettent d'ouvrir les villages sur l'extérieur, et d'y transférer les apports féconds des autres. En rentrant dans leur communauté, les jeunes reviennent avec des innovations qui peuvent aider au développement du village. Mais l'inverse peut se produire avec l'introduction de « mauvaises pratiques » : la prostitution, la drogue, etc.

3.8-Les bonnes pratiques

Le dialogue ouvert avec les jeunes a révélé des pratiques dignes d'intérêt qui méritent d'être connues, et au besoin, partagées.

-Le Comité de Concertation inter- villageois(CCIV) : c'est un cadre fédérateur qui regroupe les associations de villages de l'arrondissement de Kounkanné. Il constitue un cadre de concertation, de rencontre et d'échange entre les jeunes .

L'émergence d'associations de jeunes de développement et de solidarité : elles ont été rencontrées dans la région de Kolda. Elles se veulent des outils de promotion sociale et économique.

Ces organisations de jeunes sont : la Fédération des Producteurs du Bassin de l'Anambé(FEPROBA), la Fédération régionale des Handicapés de Kolda, l'Amicale des Orphelins de Kolda , Kolda Association pour le Développement de Kolda (KAD) et le Comité d'Appui et de Soutien au Développement économique et social des régions de Kolda et Ziguinchor (CASADES).Elles accordent une place importante à la femme.

Il importe cependant de veiller à éviter que certaines de ces associations qui se définissent comme des moyens d'intégration de leurs membres ne favorisent leur exclusion à cause d'une recherche trop poussée de réponses spécifiques. Une d'elles préconise par exemple la création à Kolda d'un Centre régional de Formation pour les orphelins. Les discussions avec ses responsables leur ont fait prendre conscience qu'une démarche n'était pas « intégrative ». Il faudrait réfléchir plutôt à mettre en place un dispositif propre de prise en charge de la formation des jeunes ciblés dans des centres existants.

La suggestion a été bien accueillie par les intéressés. « **L'idée est bonne et nous la partageons. Il reste à nous aider pour sa concrétisation rapide.** » ont ils déclaré.

- Les clubs de sodarité: c'est une stratégie de solidarité et de lutte contre la pauvreté qui est mise en place à Linguère. Ils s'investissent dans la micro finance et l'aide en nature ou « natë » .Les ressources proviennent des cotisations des membres Ce modèle organisationnel est de création récente mais tend à se développer dans la ville. Il en existerait près de 200. Les clubs présentent la particularité de ne regrouper que les femmes.

Les membres se recrutent parmi les jeunes filles. Un club compte une dizaine d'adhérentes

Au cours de cette discussion, les garçons ont reconnu qu'ils ne disposent pas de pareilles structures, et qu'ils gagneraient à suivre l'exemple de leurs sœurs qui ont fait là « **preuve d'une grande originalité** »

Une expérience similaire est développée dans un village de l'arrondissement de Barkédji. C'est une association villageoise qui réunit tous les habitants. Elle se voulait au départ une structure de solidarité avec les populations les plus diminuées de la localité. Financée par des bonnes habitant le village, elle s'est dotée d'un GIE « Ndungu Alaa Gano » qui travaille avec l'AFDS

- **Le Comité de Pilotage du Développement (CPD de Diossong)** : il a été créé par le conseil rural pour assurer la coordination des actions de développement. Il présente la particularité de regrouper toutes les couches de la population, y compris les jeunes qui sont membres du bureau.

- **L'accompagnement scolaire** : c'est l'initiative d'une ONG nationale en relation avec le CDEPS de Linguère. L'expérience consiste à récupérer les jeunes exclus du système scolaire pour les encadrer, de manière à leur permettre de poursuivre une scolarité normale.

Pour l'année 2003, ce programme d'aide touche 75 adolescents dont plus de 30 jeunes filles qui avaient été renvoyées de l'école car ayant échoué à l'entrée en 6^{ème}.

N'eut été l'intervention de l'ACAPES, ces adolescents issus de familles démunies se seraient retrouvés dans la rue sans aucune autre perspective. Il reste que la survie de cette réponse communautaire risque de ne pas survivre à la difficulté pour les parents de s'acquitter régulièrement de la « maudite » contribution financière demandée et au manque de matériels pédagogiques nécessaires à toute formation pédagogique.

- **Le cahier des visites** : il est institué dans les villages ciblés par le Programmes dans le département de Kaffrine. Comme un livre d'or, les communautés le font remplir par tous les visiteurs de passage dans le cadre des activités de l'AFDS. C'est un système de collecte et d'archivage de l'information simple qui donne des repères sur la vie du programme sur le terrain.

La réalisation d'un siège local de l'AFDS : C'est une initiative des bénéficiaires du village de Harafat dans la région de Kaolack

L'implication de chefs religieux : Dans les régions de Louga et Kaolack, deux chefs religieux s'illustrent particulièrement par leur pleine implication dans l'exécution du programme sans pour autant gêner la bonne participation des autres composantes de la population notamment les jeunes.

- **La cité des instituteurs :** Elle existe dans la région de Kolda et aide à fixer les enseignants dans leur villages d'affectation. Elle contribue à favoriser la scolarisation des enfants dans les zone rurales.

- **La promotion de l'auto emploi :** dans la communauté rurale de Dioussong, des jeunes filles se sont constituées en groupements pour se lancer dans la coiffure avec l'ouverture de salons modernes qui arrivent à satisfaire la demande locale. Les femmes qui se rendaient jusque-là à Sokone ou Kaolack, sont désormais satisfaites sur place.

L'expérience pourrait faire tâche d'huile car des filles qui ont participé au « focus group » de Maka yop avaient identifié ce créneau comme une opportunité d'insertion.

D'autres initiatives d'auto emploi ont été identifiées à Fafacourou dans la région de Kola à travers la mobilisation des jeunes des activités touristiques, la commercialisation de produits locaux et surtout la commercialisation d'activités culturelles avec la création d'une troupe théâtrale qui fait des prestations payantes

Le listing de bonnes pratiques est loin d'être exhaustif. Il en existe certainement d'autres qui pourraient être identifiées dans les régions d'intervention de l'AFDS.

3.9 Disparités de genre

Les rapports de genre restent marqués par l'influence de certaines valeurs socioculturelles et religieuses.

La perception des relations, tant chez les filles que les garçons sont fortement influencés par ces valeurs dans divers domaines ; le mariage, le statut de responsable de famille et la nature des activités économiques

- **En matière de mariage :** il a été relevé deux constantes : deux constantes, à savoir les mariages intergénérationnels et la polygamie
- La polygamie est perçue comme une nécessité absolue. Les jeunes le pensent parce qu'elle constitue une tradition qu'il faut perpétuer. De plus, c'est, à leurs yeux, une recommandation divine

Dans leur majorité, les filles voient dans la polygamie, la réponse au fait qu'il y'a plus de femmes que d'hommes. **« Si donc la monogamie prospère, beaucoup de filles ne trouveraient pas de mari. »**

Pour montrer l'ampleur du fléau, une fille a déclaré au cours d'un forum dans un village de la région de Fatick, Si les secondes et troisièmes épouses quittaient, personne ne restera ici. **« Fi awo amufi »**

La polygamie se présente dès lors comme la seule repose pour résorber le célibat.

Personne n'a mis en doute cette affirmation. Au contraire en guise d'approbation, les hommes applaudissent. **« Wawav vax nga dëdé »**. Triomphante, elle ajout **« Ku védi na vax. »**

Ce rapport à la polygamie a une signification encore plus économique et sociale. Les garçons estiment que le poids des travaux domestiques est tel qu'une seule femme ne pourrait pas le supporter seule sans nuire à sa santé : **« ben jigeen menta teye ker ndax dafa dis. Lgey bi dafa bari »**

« Cette raison est suffisante pour justifier et expliquer la polygamie » « Dans bien des cas, c'est la première qui fait la proposition à son mari. III peut même arriver dans certains cas, que le choix de la coépouse lui revienne. »

Un tel argument est défendu par les filles qui ont déclaré **que la polygamie profite aux femmes dont elle contribue à réduire le poids de la charge des travaux domestiques. « Nous y trouvons aussi notre compte surtout si nous entretenons de bons rapports avec nos coépouses »**

Les garçons ont cité un autre bienfait qui est que **« la polygamie permet aux femmes de disposer de temps libre pour mener des activités économiques. Quand une épouse est de tour, l'autre est libre pour travailler et gagner de l'argent. Ceci fait l'affaire du mari car il trouvera un appui dans la prise en charge de la famille »**

En réaction à cette idée, une fille a fait le commentaire suivant à l'endroit des garçons **« Si ça vous arrange tant pis !. Comme vous fuyez devant vos responsabilisations, nous sommes prêtes à assumer les nôtres »**

A la question de savoir les inconvénients inhérents à la polygamie, les participants ont parlé pèle mèle des risques de conflits entre les coépouses et des répercussions qu'ils pourraient avoir sur les enfants et l'harmonie de la famille.

Une fille a fait remarquer de son côté que la polygamie_« favorise la course à la procréation dans la perspective d'un éventuel partage de l'héritage paternel »

Sur la suggestion de l'équipe, les filles ont reconnu qu'elles trouvaient une solution aux travaux domestiques, elles n'opteraient jamais pour la polygamie « **En réalité, nous ne sommes pas pour la polygamie. D'ailleurs aucune fille sincère n'en veut.** »

Dans un village de Louga, un garçon qui avait défendu la polygamie en public, a avoué en aparté. « **J'ai dû trop parler, il me faudra rectifier le tir une fois à la maison . Autrement, mon épouse me le fera payer cher.** »

Les jeunes ont admis la contradiction entre la situation de pauvreté qu'ils vivent et la polygamie qu'ils défendent. « **La « prise des épouses » dépend de Dieu. Ca n'a rien à voir avec le contexte économique » « Quelque soit la taille Dieu nous nous donnera toujours de quoi entretenir notre famille » « Dans ces conditions ,on peut avoir autant de femme qu'on veut. »**

Cette vision du monde se défend d'autant plus facilement que les maris ne se préoccupent pas toujours de la nourriture de la famille. « **Beaucoup ignorent la façon dont nous débrouillons pour assurer les trois repas. Leur contribution se limite généralement au mil ou au riz. C'est la femme qui se débrouille pour trouver qui ce qui doit aller avec.** »

Dans la région de Kolda des filles ont dit leur inquiétude face au développement d'une nouvelle forme de mariage. Il s'agit d'homme habitant la campagne qui prennent une seconde épouse en ville. Considérée comme la préférée, il laisse la première au village et viennent rejoindre celle qui vit à Kolda. Au cours de fréquents séjours, ils se déplacent avec toutes leurs économies dont ils avaient privé la première souvent abandonnée dans des difficultés .

« C'est encore là une autre stratégie inventée par les hommes pour satisfaire leurs caprices. Car elle leur permet de trouver à Kolda un « pied à terre » et une épouse »

Selon une fille :« Cette pratique « traduit, une fois de plus le peu de respect que les hommes ont pour les femmes ».

Les mariages intergénérationnels : ils sont en progression. Les jeunes se marient de moins en moins entre eux. Faute de ressources, la main des jeunes filles est demandée par des adultes et parfois par des personnes âgées.

Généralement les filles se retrouvent dans des ménages polygames en position de seconde, troisième voire quatrième épouse. Jeunes parmi des co-épouses plus âgées qu'elles et plongées dans un environnement régi par des normes différentes de celles du monde du célibat et de la jeunesse elles ont tendance à se détacher de leur génération. Cette distanciation a fait dire à certaines participantes qui sont dans cette situation : **« Nous avons le même avis que les garçons, mais nous nous sentons plus proches des femmes même si nous ne sommes pas de la même génération. Les garçons ne sont pas responsables. Ils ne pensent qu'aux loisirs alors que nous, nous nous préoccupons de notre ménage »** «Jeune yi amu fulo Kon dun setan nu nul tardel «

Ce phénomène se développe avec le recul de l'âge du mariage. La pauvreté qui prévaut surtout dans les campagnes, contribue à diminuer le nombre de mariages. Les garçons se marient que par le passé. Le célibat gagne du terrain. Les filles se marient plus tard. En effet, les unions intergénérationnelles ne comblent pas le gap né de la défection des jeunes. Selon une expression utilisée par les femmes elle-même **« Rang bi doxul ».** **« Les hommes ne se marient plus »**

Les mariages précoces n'ont disparu pour autant, même s'ils ont tendance à diminuer.

« Chez nous, les filles sont tours tôt, entre 12 et 13 ans . » Moi j'ai 17 ans et j'en suis à mon second mariage avec 02 enfants »

« Les filles interrompent leurs études à cause des mariages précoces encore très pratiqués dans les villages ».

Dans un village de la région de Fatick, un parent a révélé : **« Nous donnons tôt nos filles en mariage pour les protéger contre les garçons qui constituent un véritable danger ».** **« Même si elles vont à l'école et qu'un « client » se présente, cest à dire un prétendant se présente, nous célébrons le mariage »**

A ce sujet, les jeunes s'insurgent contre la cupidité de certains parents **« qui s'empressent de vendre leur fille dès qu'un prétendant riche se présent ».**

Les jeunes ont apprécié positivement le fait que le phénomène soit en baisse. Ce qu'ils expliquent par une grande prise de conscience des parents et les mesures coercitives prises par les Pouvoirs publics.

« Aujourd'hui, une jeune fille n'hésite pas de saisir la Gendarmerie pour faire revenir ses parents sur une décision de mariage précoce. » La pratique est plus développée dans la région de Kolda que dans les autres où elle est marginale.

Certes, d'importants progrès ont été enregistrés dans la lutte contre les mariages précoces mais des zones de résistance existent encore dans certaines régions. C'est pourquoi, les jeunes ont décidé de s'ériger en rempart pour protéger leurs soeurs.

Certains ont déjà engagé la bataille. « **Nous nous opposerons à toute volonté de faire interrompre à une fille ses études pour la donner en mariage** »_Pour convaincre de leur bonne foi, ils se sont prêts à accepter de laisser leur épouse aller faire des études pendant plusieurs mois, pourvu que ce déplacement puisse leur être utile.

Le statut de responsable de famille: les jeunes ont déclaré qu'il revient à l'homme. « **Dans une famille, il faut un chef et c'est l'homme** » Selon eux, le débat ne doit même pas être posé. » « **Jigen du jité gor** ».

Chez certains, la question a surpris sinon choqué tellement elle a paru provocatrice. Pour eux, « **l'homme commande car, il est l'époux à qui incombe toutes les charges de la famille** ».

La première voix discordante a cette unanimité a été entendue à Dakar, Une fille de Sangalkam s'est élevée contre cette vision qu'elle a jugée « **rétrograde et déphasée** ». « **Les temps ont changé. Il faut le comprendre.** » **Moi, je refuse ça** »

Sur ce même point, les jeunes ont précisé que « l'assumption » du rôle de chef de famille par l'homme ne signifie pas que la femme n'a pas son mot à dire dans la vie du couple. « **Au contraire, le dialogue doit être permanent entre les époux, surtout dans un mariage monogamique.** » « **La femme ne doit pas être perçue comme un mouton de panurge que le mari manipule comme bon lui semble** »

3.10- Besoins des jeunes

Dans l'inventaire de leurs besoins, les jeunes ont établi une rupture entre des besoins généraux et ceux spécifiques attendus de l' AFDS

A quelques différences, ces besoins sont communs aux jeunes de toutes les localités (villes et campagnes). Ils s'articulent des points suivants : l'emploi, l'éducation, la formation, la santé, l'accès au crédit et à l'eau potable, l'allégement des travaux domestiques.

Dans la hiérarchisation des besoins, les préoccupations des garçons se sont imposées à celles des filles. C'est dire que la position de l'allègement des travaux domestiques dans la pyramide n'est pas à la mesure de l'acuité du problème.

Le classement des besoins ne se fait pas par localité, mais le tableau sous dessous est assez représentatif des attentes des jeunes ressorties dans toutes les zones visitées.

Dans l'ordre, les besoins se présentent comme suit : l'emploi, l'éducation et la formation, le micro crédit, la santé, l'eau potable et l'allègement des travaux domestiques.

En définissant ces priorités, les participants ont été confrontés au dilemme du rapport de précession entre la santé et l'emploi .Finalement, ils ont « priorisé » l'emploi car, ont-ils dit « **Si, on a de l'argent et que l'on tombe malade, il est possible de payer pour se soigner »**

Pour ce qui concerne les autres points, le consensus a été plus facile , même si les filles n'ont pas réussi à faire figurer en bonne place la question de l'allègement des travaux domestiques.

Dans beaucoup de localités le problème du désenclavement a été posé (développement des voies de communication ; routes téléphone), mais compte tenu du fait que ces domaines n'entrent pas dans le mandat de l'AFDS, ils n'ont pas été retenus dans les priorités.

L'accès aux NTIC , la réalisation d'infrastructures socio éducatives et sportives , la création de radios communautaires et la facilitation de l'accès à la terre et aux matériels agricoles notamment dans les zones d'agriculture ont exprimé comme des préoccupations des jeunes.

L'accessibilité géographique et financière de l'école a été évoquée maintes fois.A Dakar (Sangalkam, Maika, Yeumbeul, Keur Massar et Niaga) et plusieurs autre villages ou communes rurales, les jeunes ont expliqué le bas niveau d'éducation par cette inaccessibilité.

Nonobstant ces considérations particulières, la pyramide a été adoptée finalement à l'unanimité.

Le terme générique « Education/Formation »renvoie à l'éducation de base, à l'enseignement secondaire et universitaire, à l'alphabétisation et à la formation professionnelle.

L'accès au crédit est relatif à la nécessité de promouvoir la micro finance au sein de la jeunesse.Quant à l'accès à l'eau potable, il vise à atteindre plusieurs

objectifs : lutter contre les maladies liées à l'eau, soulager les femmes de la corvée de l'eau et favoriser le développement des activités maraîchères.



NB : E/F : Education/Formation,
ATD : Allégement des travaux domestiques

Les autres besoins exprimés par les jeunes peuvent être reliés à ces priorités en ce qu'ils touchent au renforcement de capacités, à l'appui conseil, à l'information et à l'encadrement.

- **Accès à l'information** : Durant toute l'étude, il est apparu que les jeunes sont mal informés par rapport à leur situation et aux réponses apportées à leurs besoins. Mais moins que l'accessibilité de l'information, c'est la capacité à s'en servir à bon escient qui préoccupe. Souvent des informations existent, mais elles ne profitent pas aux jeunes.

- **Appui conseil** : partout, les jeunes ont dit leurs difficultés à élaborer des projets pour pouvoir être financés dans le cadre des stratégies d'insertion socio-économique mises en place par l'Etat. C'est pourquoi, ils ont estimé nécessaire de bénéficier d'un appui conseil dans l'élaboration de leurs projets.

- **Renforcement de capacités** : ayant pris conscience de la faiblesse de leurs capacités, les jeunes ont pensé qu'il faut travailler à combler le vide, pour les aider à « s'autonomiser » par le renforcement de leurs capacités.

- **Meilleur encadrement** : les jeunes pensent qu'ils pourraient tirer un meilleur profit d'un encadrement plus rapproché, c'est à dire plus présent à leurs côtés. Les CDEPS localisés dans les capitales départementales avec des ressources humaines et financières ainsi que des moyens logistiques limités ne sont pas toujours dans les conditions pour un travail de proximité en particulier dans les campagnes où la jeunesse a plus que besoin d'accompagnement.

IV- PROPOSITION D' ACTIONS NOVATRICES

Les actions proposées s'inspirent des constats qui ont été faits tout au long de l'analyse des données collectées. Elles constituent des réponses aux problèmes identifiés et leur mise en œuvre devrait contribuer à mieux répondre aux besoins des jeunes en matière de lutte contre la pauvreté.

4.1-Promotion de l'émergence d'un nouveau cadre de concertation pour les jeunes

L'absence d'un cadre pertinent de concertation handicape considérablement l'épanouissement des jeunes. Ce cadre ne devra pas être une fédération d'associations de jeunes d'une localité. Car ce type de structure existe, et a déjà montré ses limites. Il faudrait donc éviter de retomber dans les erreurs du passé. Ce qui importe c'est de mettre en un espace qui favorise les rencontres entre les jeunes pour créer et instaurer le dialogue sur toutes les questions qui touchent la jeunesse :éducation, santé, formation, emploi, etc. La force du cadre résidera dans ses capacités à collecter l'information et à la porter au niveau des jeunes en temps réel .Il travaillera également au renforcement des capacités, et jouer le rôle d'appui conseil pour identifier et accompagner toutes les initiatives dignes d'intérêt.

Le cadre de concertation offrira à la jeunesse, à travers l'organisation de foras périodiques de discussion, la possibilité de rencontrer et de dialoguer de façon permanente, avec tous les acteurs :Etat, ONG, collectivités locales, etc.) de manière à faire entendre la voix de la jeunesse partout et sur l'ensemble des questions

Dans la conduite d'un tel processus, l' AFDS, pourrait aider à former le concept pour y mettre un contenu. Elle pourra également accompagner le partage de l'idée sur le terrain avec les jeunes à travers la tenue de foras de discussion et l'organisation de campagnes d'information/sensibilisation. Il s'y ajoute la formation et le renforcement des capacités des futurs responsables de la structure.

4.2-Promotion de l'émergence de jeunes porteurs de changements

Au- delà des ressources financières qu'ils génèrent, la vertu majeure reconnue à l'exode rural et à l'immigration est qu'ils favorisent l'ouverture des communautés sur l'extérieur. Les jeunes qui reviennent dans leur terroir après ce séjour, sont perçus comme des références qu'on s'empresse d'offrir en exemple aux autres. « **Nous représentons des modèles aux yeux des populations** ». «

C'est pourquoi, nous profitons tout de la situation pour partager notre expérience »

En s'inspirant de ce constat, l'AFDS pourrait mettre en place dans ses villages d'intervention des réseaux de « Jeune porteurs de changements (JPC). Ces derniers seraient chargés de démultiplier des changements ou innovations au sein des communautés.

Une fois, ces jeunes sélectionnés sur la base de critères bien définis, ils seront envoyés en immersion dans des localités où ils vont s'imprégner d'expériences novatrices avant de retourner dans leurs villages d'origine pour en faire la démultiplication. À défaut, ils seront formés pour renforcer leurs capacités dans la perspective de leurs futures missions. Ces jeunes ne seront pas des salariés de l'AFDS, mais des volontaires issus des communautés de base. La formation porterait sur les thèmes suivants : l'IEC/CC, l'élaboration et la gestion de projets de développement, les NTIC et les techniques de recherche participatives

4.3-Promotion du leadership des jeunes

Au cours de l'étude, l'occasion a été donnée de rencontrer sur le terrain des jeunes qui ont manifesté des dispositions de leaders. Ces jeunes ont été rencontrés dans toutes les régions : Kaolack (Diassé Sadio), Faick (Keur Birne Khoradia), Kolda (Fafacouro) et Louga (Sakal et Linguère). Ils pourraient être identifiés et encadrés par l'AFDS à travers un programme de leadership de jeunes. À cet effet, il s'agirait moins de promouvoir des individus que de les mobiliser dans la lutte contre la pauvreté. En les offrant au reste de la jeunesse comme des exemples de réussite dans les études ou tout autre domaine de la vie.

4.4- Elaboration de la cartographie des mouvements des populations rurales vers les centres urbains

Le Programme intervient dans des zones marquées par d'importants mouvements de populations chez les jeunes. Il serait intéressant de faire la cartographie de l'exode rural pour localiser la destination de chaque jeune et les activités qu'il mène, de manière à pouvoir refaire le lien avec son village d'origine s'il arrivait à être rompu.

Cette cartographie pourrait servir dans le cadre des actions de sensibilisation des communautés dont sont originaires les jeunes.

L'expérience pourrait démarrer au moment du lancement des activités de l'antenne régionale de Dakar. Il s'agira d'identifier les jeunes de certains

villages qui fuyant la pauvreté, sont venus s'installer à Dakar. Les informations recherchées, seront : la taille, le profil éducatif, ; leurs activités auxquelles, ils s'adonnent ; leur mode d'organisation, le statut matrimonial , les problèmes qu'ils rencontrent et les liens avec leurs villages d'origine.
Une fois la cartographie faite, les jeunes pourraient être mis à contribution

La réalisation des activités programmées dans leurs villages, en utilisant comme des relais de sensibilisation ou pour la mobilisation de la contribution financière attendue des communautés

4.5-Inventaire de créneaux porteurs pour l'emploi des jeunes par localité

Les jeunes ont révélé durant les discussions que leur régions regorgent de potentialités pour leur insertion, mais elles ne sont pas exploitées .

Dans les différentes régions, les jeunes ont listé plusieurs activités dans lesquelles, il sont prêts à s'investir : l'agriculture moderne, l'élevage, le tourisme, la pêche, l'art, l'artisanat, le commerce et le transport.
Pour disposer de données pertinentes sur la situation, l'AFDS pourra procéder à l'inventaire des opportunités d'emplois qui existent dans chaque localité.. Après cette première étape ou en même temps elle évaluera le nombre d'emplois susceptibles d'être créés, et les ressources nécessaires a cet effet, elle élaborera un programme spécial d'insertion des jeunes.

4.6- Organisation de campagnes d'IEC sur la SR des jeunes

L'exploitation des données a fait ressortir que des jeunes filles s'investissent dans le petit commerce et la restauration. Cces jeunes sont en conct permanents avec des hommes adultes. Pour les préparer et les protéger contre les risques de tomber dans la vie facile, il s'avère nécessaire de développer des programmes spéciaux de sensibilisation su la SR. Il s'agira d'activités de prévention.

Dans une ville secondaire où ce type d'activités économiques connaît une réelle expansion, il a été constaté la progression du phénomène des filles mères qu'on explique par la pauvreté qui favorise le relâchement des mœurs. « Niak moko varal » « La pauvreté pousse certaines filles à la débauche. ».
Pour parer à toute éventualité, la mise en œuvre d'un tel programme constitue une urgence.

sensibilisation devraient être poursuivies et intensifier sur le terrain . Dans cadre une grande attention devrait être accordée aux jeune plus particulièrement aux filles qui semblent être à la traîne dans la mobilisation.

Dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, les populations ont tendance à confiner les filles dans des activités économiques qui reproduisent des tâches domestiques. En matière d'insertion socioéconomique, elles pensent s'investir dans des secteurs « étiquetés féminins » « ligeyu jigénn » comme : la couture, la teinture, la restauration, la coiffure, etc. Au même moment, les garçons pensent s'engager dans des créneaux jugés « plus masculins ».

Pour combattre ces « biais de genre » et tant d'autres préjugés qui ne contribuent à l'équilibre entre les sexes, l'AFDS devrait intégrer la sensibilisation en matière de genre.

L'intervention simultanée de différents acteurs dans les mêmes localités peut semer le doute et la confusion dans l'esprit des populations. Cette situation a été constatée dans la région de Dakar. **C'est pour quoi, il s'avère indispensable pour l'AFDS de prendre en compte cette contrainte dans ses stratégies d'intervention.**

Sans faire la part des choses entre les domaines d'actions des différents programmes intervenant sur le terrain, les jeunes ont exprimé des besoins que l'AFDS ne peut pas prendre en charge.

En vue d'aider à la satisfaction de ces demandes, l'AFDS devrait faire de l'intermédiation, en jouant le rôle d'interface entre les populations et les autres programmes. Par exemple, face à un besoin en route, l'AFDS en saisit le PNIR, et assure le suivi, en développant le travail de lobbying et de plaidoyer nécessaire à cet effet.

Plus important encore, compte tenu de sa crédibilité, de son ancrage dans les communautés, l'AFDS, devrait aider à une meilleure coordination et à l'harmonisation des interventions des Programmes, mais uniquement dans les localités où, ils sont tous présents.

Pour rendre plus efficaces les diverses actions de lutte contre le chômage des jeunes, l'AFDS, devrait mettre à contribution ses Opérateurs pour mieux accompagner les jeunes dans l'élaboration de leurs dossiers de projets. Les modalités d'une telle collaboration seraient définies d'accord parties avec les Services compétents du Ministère de la Jeunesse en la

matière : le FNPJ et l'ANEJ. D'autant plus que les trois structures s'investissent dans la micro finance chez les jeunes.

En quelques mois d'activités, l'AFDS a enregistré des acquis en matière de stratégie d'implantation, d'identification et de sélection des partenaires ainsi que de mobilisation des bénéficiaires. Ces acquis méritent d'être capitalisés et partagés . Par conséquent, l'AFDS devrait procéder à l'inventaire, à la conservation et à la diffusion de ses expériences.

Avant le démarrage de ses activités dans une localité, L'AFDS dresse une situation de référence. Dans le cas, ce bilan de départ des capacités des jeunes devrait être fait pour permettre de mesurer les progrès enregistrés, et à terme de procéder à une analyse comparative des profils d'entrée et d'arrivée.

La lutte contre la pauvreté constitue en soi un impératif. Mais comme dans tout processus, l'AFDS devait intégrer d'ores et déjà les effets désirés que pourrait produire l'impact positif de son action.

Dans une région, en discutant de la polygamie, des jeunes ont laissé entendre « que mieux sera ma situation économique, plus, il me faudra d'épouses. Par conséquent, il s'agit d'éviter que le recul de la pauvreté ne soit un facteur favorisant la perpétuation de pratiques sociales qui ne militent pas en faveur de la promotion du statut de la femme. A se propos, une participante a fait ces commentaires. « Les hommes ne méritent pas notre confiance car, ce sont des traîtres. Ils finissent toujours par nous trahir. » « Gorni jarunu japelé, bes bu amé d nwutal vuje. »

La recommandation est une invite à l'AFDS pour anticiper sur ce risque en initiant des programmes de sensibilisation sur les véritables enjeux de la lutte contre la pauvreté.

L'exode rural et l'immigration ne sont pas porteurs que des aspects positifs, ils peuvent produire des effets négatifs, C'est pourquoi, tout en cherchant à faire profiter les communautés au maximum de leurs bienfaits, l'AFDS ne devrait pas perdre de vue la nécessité de protéger au maximum ces mêmes communautés des « côtés pervers ». « Les jeunes qui vont gagner leur vie ailleurs, ne nous reviennent pas qu'avec pas que de bonnes chose ». Ils ont introduit dans le village des fléaux comme : la drogue, la prostitution ou certaines maladies graves comme le SIDA » « Mosibi yep nokofo dugal. »

Dans l'optique d'une plus grande responsabilisation des bénéficiaires, l'AFDS devrait promouvoir l'auto évaluation grâce à l'élaboration d'outils

légers de sui-évaluation dont les communautés pourraient s'approprier facilement et utiliser sur le terrain

Malgré les campagnes de sensibilisation et la présence d'opérateurs pour les accompagner, les jeunes moins que les couches de la population pour la mise en œuvre des activités du programme. Plusieurs explications ont été données à cette situation. Pour renverser la tendance, l'AFDS devra impliquer davantage les services à la base du Ministère de la Jeunesse. Il pourrait envisager comment mieux intégrer les besoins des jeunes dans les différents projets soumis par les bénéficiaires.

Dans une telle perspective, l'accent devrait être mis sur le renforcement des capacités des jeunes en techniques de négociation et de lobbying/plaidoyer